l'unité

N° 173 - 4 F L'hebdomadaire du Parti socialiste 3 au 9 octobre 1975

Portugal : Esc. 37,50

LA VOIX DE LA FRANCE

En attendant de savoir ce qu'il adviendra des promesses qui lui ont été faites — notre scepticisme à cet égard demeure entier — la visite de Robert Fabre à l'Elysée aura au moins permis de savoir que le président de la République « partageait l'émotion de tous ceux qui s'élèvent contre l'attitude du gouvernement espagnol ».

Etrange manière pour Valéry Giscard d'Estaing de faire connaître son sentiment sur les crimes franquistes après avoir laissé s'installer pendant plusieurs jours un silence d'autant plus criant qu'il était partagé par la plupart des membres du gouvernement et des leaders de la majorité, pourtant si loquaces lorsqu'il s'agissait du Portugal où naguère du Chili, avant le putsch fasciste.

L'émotion des Français — d'autant plus vive que l'opinion publique de notre pays est depuis longtemps sensibilisée à tout ce qui touche à l'Espagne — c'est donc, une fois encore, l'opposition qui l'a exprimée, les partis de gauche, les organisations syndicales, les différentes organisations attachées à la défense des libertés démocratiques, surmontant en l'occurrence leurs divergences pour exprimer ensemble, et avec force, l'immense protestation populaire — qui prend aussi la forme d'un boycottage de l'Espagne, dans le monde entier et notamment en France à l'initiative des syndicats.

Le président de la République et le gouvernement ont cru bon de se réfugier derrière des prudences diplomatiques dissimulant, en fait, des raisons bien plus sordides *(voir page 3)*, pour ne pas mêler la voix de la France officielle à celles qui se sont élevées de nombreux pays d'Europe et du monde, y compris de ceux où les gouvernements en place — par exemple, l'Italie, ou le Canada, ou encore le Mexique — ne passent pas

(suite page 2)



Chatellerault

BATTRE ABELIN

Sommaire

3 RELATIONS FRANCO-ESPAGNOLES : UNE HISTOIRE DE GROS SOUS, PAR NICOLAS BRIMO

4 ELECTIONS PARTIELLES : BATTRE ABELIN, PAR JEAN-LOUP REVERIER

7 CHANGER LA VIE POLITIQUE

10 CHANGER LA VIE SOCIALE ET ECONOMIQUE

11 EMPLOI : LA SIDERURGIE CRAQUE, PAR CHRISTINE COTTIN

12 LYON : UN MORCEAU DE PRINCE, PAR ROBERT BUTHEAU

14 CORSE : POUR UN SOCIALISME DE LA DIVERSITE, PAR LOUIS LE PENSEC

15 OPERATION MILLE ENTREPRISES, PAR ALAIN RANNOU

16 SUD-VIETNAM : L'ART DE REVIVRE, PAR WILFRED BURCHETT
Wilfred Burchett nous rapporte cette semaine des images saisissantes du nouveau Sud-Vietnam, témoignage d'autant plus précieux que Wilfred Burchett est un des très rares journalistes occidentaux dont les liens d'amitié avec les dirigeants révolutionnaires ont été noués il y a de nombreuses années.

21 PETROLIERS : A QUI PERD GAGNE, PAR GUY PERRIMOND

22 BATIGNOLLES : MARCHE CONCLU

23 CHANGER LA VIE CULTURELLE

24 LITTERATURE : LE POETE DES EQUINOXES, PAR GEORGES FRAMERIES

26 GEORGES MONTARON : « PLUS JE SUIS SOCIALISTE, PLUS JE SUIS CHRETIEN »

32 BUDGET 1976 : AU FIL DE L'EAU, PAR ANDRE BOULLOCHE

A.f.p. (pages 18, 19) Barrigue (page 27) Brice (page 14) Coureuil (pages 3, 16, 25) Dorville (page 22) Keystone (page 1) Pascal Lebrun (pages 3, 4, 5, 6) Magnum (page 19) M.p.b. (page 10) Sipa (page 13) Solo (page 5).

Coll. Fondation Jaurès

→

pour être animés de sentiments révolutionnaires ou simplement d'une pensée de gauche. Sans oublier le pape Paul VI qui a multiplié les efforts pour tenter de sauver la vie des cinq condamnés de Madrid, de Barcelone et de Burgos.

Quoi que Giscard d'Estaing puisse maintenant confier à ses visiteurs, on retiendra qu'à l'heure du crime le gouvernement français s'est tu. Qu'il le veuille ou non, ce seul fait suffit à compromettre singulièrement l'image de « libéralisme avancé » dont Giscard d'Estaing et ses ministres se flattent à tout bout de champ.

Que penser d'ailleurs de cette image quand les mêmes événements d'Espagne fournissent au ministre de l'Intérieur Michel Poniatowski l'occasion non pas d'une condamnation, mais d'une nouvelle menace contre les libertés d'expression ? Comment comprendre autrement les déclarations du ministre de l'Intérieur qui, au moment même où un immense cortège défile de la République à la Bastille dans le calme et la dignité, annonce que de telles manifestations pourraient être temporairement interdites sous le prétexte qu'elles se terminent par un « déchaînement de violence » ?

Plusieurs faits de même nature qui se sont produits lundi soir aux alentours de la Bastille et de la rue de Lyon, et qui confirment d'autres indications recueillies lors des déprédations commises samedi dans le quartier des Champs-Elysées, nous permettent de penser que les provocations n'ont pas manqué dans le déroulement des incidents et que certaines d'entre elles au moins paraissent être le fait de jeunes excités qui ne sont pas totalement inconnus des responsables du service d'ordre. L'orchestration systématique de ces incidents, auxquels plusieurs organes d'information ont donné beaucoup plus de place qu'aux manifestations elles-mêmes, conduit légitimement à penser que le Pouvoir cherche surtout à détourner l'attention de l'objet même de la protestation populaire, ne serait-ce que pour tenter de faire oublier son propre silence.

Un tel comportement n'est pas nouveau, mais il est utile d'en garder conscience au moment où l'on s'efforce, de divers côtés, de répandre des illusions sur les prétendues bonnes dispositions du Pouvoir à l'égard de ceux qui ne pensent pas comme lui.

CLAUDE ESTIER

ateliers de bobinage industriel
vente moteurs
et appareillages électriques
Ets KELLER et Cie
18, r Gambetta 58000 NEVERS
Téléphone (83) 61-01-41

Relations franco-espagnoles

UNE AFFAIRE DE GROS SOUS



Franco décorant Pinochet.



L'équipe de rugby de Foulayronnes (Lot-et-Garonne) observant une minute de silence à la mémoire des cinq exécutés.

Vieux renard qui a survécu à la mort d'Hitler et de Mussolini, pour prendre le virage de la guerre froide avant de jouer la « carte européenne », Franco, cette fois, a au moins fait deux erreurs.

Il a d'abord sous-estimé la puissance des réactions de par le monde après l'exécution des cinq de Madrid, de Barcelone et de Burgos. Pour lui, les relations internationales se résument, depuis 1939, à un savant dosage de pragmatisme et d'idéologie. Pour avoir cru à ses sentiments, Adolf Hitler a été bien déçu. Cette fois, Franco espérait que tout se passerait comme avant. Il avait simplement oublié que les opinions publiques obligent parfois un gouvernement à se comporter un tout petit peu mieux qu'il ne le souhaiterait réellement. C'est, par exemple, le cas de la France.

Depuis 1958, la France a multiplié les amabilités à l'égard du régime franquiste. La récompense est à la hauteur de cet investissement : l'Espagne fait partie de nos cinq meilleurs clients d'armes. Elle nous a acheté près de 200 chars AMX 30 pour la somme de 500 millions de francs, 45 appareils Mirage pour la somme de 975 millions de francs. Sans oublier 6 sous-marins, quelques escadrilles d'hélicoptères et une bonne centaine de tonnes de missiles de tous modèles. Pour tuer, l'armée espagnole a acheté français.

D'ailleurs, si le régime franquiste n'avait pas fait cette faute, des négociations seraient aujourd'hui en cours pour l'achat de 21 nouveaux Mirage F 1. L'armée française avait d'ailleurs suivi ce mouvement : régulièrement, notre état-major organisait des manœuvres combinées en compagnie des officiers franquistes.

Commercialement, l'Espagne est aussi une partenaire bien intéressante. C'est un des rares pays d'Europe occidentale avec lesquels la balance des échanges nous est favorable, dans une proportion qui se situe autour de 4 pour 6.

La France était, d'autre part, le seul pays à oser plaider ouvertement pour l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun. Valéry Giscard d'Estaing et Michel Poniatowski avaient même fait, depuis l'élection présidentielle de mai 1974, un pari sur l'avenir en soutenant de moins en moins discrètement la solution du prince Juan Carlos. Celui-ci avait eu droit à bien des égards : le ministre de l'Intérieur s'était rendu en Espagne pour le rencontrer, il avait été reçu par Giscard d'Estaing et on s'appliquait à le rendre crédible en Europe. Ce qui n'était guère facile.

Est-ce pour cela que l'on n'a pas entendu la voix du gouvernement français dans la protestation qui est montée du monde entier ? Une réprobation internationale telle que Franco ne peut plus aujourd'hui que reconnaître une autre grave erreur politique : son crime aura forcément une influence négative sur les rapports économiques entre l'Espagne et les autres pays. Or, actuellement, la péninsule ne peut s'offrir le luxe du moindre ralentissement des commandes venues de l'étranger.

Depuis le printemps de 1973, la production industrielle espagnole régresse régulièrement. Et le phénomène s'accentue. La perte annuelle, est, en moyenne, de 10 %. Et cette récession atteint toutes les branches de l'industrie. Selon les analyses de l'O.c.d.e., le potentiel de production inutilisée est de l'ordre de 20 %.

Le chômage s'est accru en conséquence. Et il est aggravé par le fait que, peu à peu, tous les pays d'Europe ont mis sur pied des législations de moins en moins libérales en matière de main-d'œuvre immigrée. Conséquence logique : les envois d'argent vers l'Espagne en provenance des travailleurs émigrés se font plus rares.

De telles causes ont provoqué un rythme record de hausse des prix. Au printemps 1975, la croissance annuelle du coût de la vie dépassait 20 %. Et actuellement, selon les derniers calculs, elle tournerait autour de 18 %. Quant au déficit de la balance des paiements, il monte lui aussi en flèche.

Le régime ne peut, à ce sujet, se faire aucune illusion : les perspectives pour 1976 sont encore plus médiocres. Et les rares investissements de capitaux étrangers prévus pour 1976 risquent fort de ne pas se faire. Franco est trop vieux et trop borné pour qu'un capitaliste un tant soit peu intelligent place quelques milliards dans un pays où personne ne peut plus parier sur demain.

La profondeur du malaise que traverse l'Espagne explique largement l'ampleur des réactions sur place. A coup de petites recettes, en jouant sur le réflexe nationaliste et en pratiquant avec les pays étrangers une politique bassement réaliste, Franco a toujours su éviter les écueils. Mais cette fois, dans une Espagne où la récession économique est une réalité quotidienne, sa marge de manœuvre se rétrécit dangereusement. Même les dictateurs les plus coriaces se trompent parfois.

NICOLAS BRIMO

Chatellerault

BATTRE ABELIN

De notre envoyé spécial

« Le plus important, c'est de faire de cette élection une campagne d'explication ». Devant près de 3 000 personnes entassées dans la salle du parc des expositions de Châtellerault, François Mitterrand a donné, le 25 septembre, le véritable coup d'envoi de la campagne électorale qui aboutira, le 12 ou le 19 octobre, au remplacement de Robert Gourault. Décédé récemment. Gourault était suppléant de Pierre Abelin, auquel il avait succédé à l'Assemblée nationale lorsque celui-ci a obtenu le poste de ministre de la Coopération dans le gouvernement Chirac.

Pour qui observe attentivement cette campagne électorale, les compétences et l'honnêteté d'Edith Cresson, candidate du Parti socialiste et seule femme en lice, contrastent nettement avec l'attitude de son adversaire Abelin. N'est-il pas malhonnête, en effet, que le ministre présente aux électeurs de la 3e circonscription de la Vienne une candidature « bidon » ? C'est pourtant le cas, puisqu'il ne fait pas mystère de son intention de ne pas lâcher son portefeuille ministériel pour un simple siège de député. Pourquoi n'avoir pas présenté plus franchement les choses en appelant les électeurs à se prononcer clairement sur les capacités de son suppléant, Jean-Jacques Fouqueteau ? Cette question, certains habitants de la circonscription ne se la posent même pas. Le seul nom de Fouqueteau provoque en eux des réactions diverses. Chez quelques-uns, il déclenche une franche hilarité. D'autres, au contraire, s'emportent : « Il a peut-être certaines qualités pour élever ses cochons, mais si un type comme ça devait me représenter à l'Assemblée nationale, je préférerais changer de circonscription », explique un élu local.

« Les Loudunais sont différents des Châtelleraudais », s'émeut Abelin. Certes, on retrouve, dans les propos de Fouqueteau bien peu de Descartes, le célèbre philosophe né à quelques kilomètres d'ici. Les difficultés de ce « Loudunais pure race, pur sang » (comme il se plaît à le dire) lorsqu'il s'agit d'exprimer une idée ou un sentiment étrangers à des préoccupations personnelles limitées, ses maladresses de langage, son étonnante gaucherie expliquent sans le justifier le tour de passe-passe d'Abelin. Lors de ses réunions, comme à Moncontour, le 27 septembre, Abelin se présente en compagnie de Fouqueteau, mais aussi de René Monory, son ancien suppléant, garagiste, devenu sénateur-maire de Loudun et homme d'affaires. En compagnie aussi de Louise Lesage, qui paraît être la femme de dossiers sinon la « tête » du quatuor. Certains prétendent d'ailleurs que ses qualités désignaient Mme Lesage comme suppléante d'Abelin mais que, redoutant la concurrence locale de cette forte personnalité, Monory aurait obtenu qu'Abelin lui préfère l'inoffensif Fouqueteau.

Atlantisme et l.t.t.

Comment comparer les réunions du quatuor avec celles de la candidate socialiste ? Edith Cresson et les leaders nationaux du P.s. venus la soutenir ont choisi d'expliquer à leurs auditeurs les mécanismes d'un système capitaliste générateur d'inflation, de chômage, d'injustice et d'inégalités, qui porte en germe la disparition de la petite exploitation agricole familiale, des P.m.e. et des artisans. Abelin, au contraire, n'explique rien. Il exprime une autosatisfaction sans réserves : « On nous disait : Giscard tiendra-t-il ses promesses ? Mon opinion après 15 ou 16 mois, c'est que les promesses ont été, malgré les difficultés, effectivement tenues. » Il faut oser ! Parlant à Moncontour pendant plus d'une heure, dans un discours où revenait en leitmotiv et à tout propos : « C'est une tâche très difficile », Abelin a déploré à plusieurs reprises, tout comme son compère Monory que « les élus (soient) freinés dans leurs initiatives par l'administration centrale ». Il faut bien un coupable. Evidemment, on ne pouvait s'attendre à ce que le bilan désastreux de 500 jours de gestion Giscard-Chirac soit reconnu et présenté par Abelin, qui aime à rappeler qu'il est le 7e ministre dans l'ordre hiérarchique. Depuis qu'il a rallié le Pouvoir, cet ancien « opposant » à l'Etat-U.d.r. peut, en particulier, se satisfaire des nombreuses capitulations de la France devant les Etats-Unis.Quoi d'étonnant de la part d'un homme dont la carrière politique s'est développée parallèlement à une carrière d'administrateur de sociétés, parmi lesquelles L.m.t., filiale de la multinationale américaine I.t.t., figure en bonne place ?

Comme l'expliquait Michel Jobert, ancien ministre des Affaires étrangères de Georges Pompidou, venu signer son livre et soutenir le candidat de son mouvement à Loudun : « Entre la politique et les idées que représente Pierre Abelin — ami du général Stelhin et représentant de l'atlantisme avec tout ce que cela suppose d'abandons — et moi, il n'y a pas compatibilité. » Jobert n'est pas seul à raisonner de la sorte. Lorsque Michel Montenay, ancien adversaire U.d.r. d'Abelin aux élections législatives de mars 1973, a demandé de voter Abelin, au cours d'une récente réunion publique à Châtellerault, il n'a pas été suivi. Plusieurs personnes se sont levées : « Vous nous avez toujours dit que c'était un salaud... Si c'est tout ce que vous avez à nous dire, on s'en va ! »

Après le score de François Mitterrand, qui a recueilli 49,4 % des suffrages dans cette circonscription lors des dernières élections présidentielles, cette division et la situation locale permettent d'espérer une défaite de la droite. Les raisons ne manquent pas. Cette



Edith Cresson, avec son équipe,



au marché de Vouneuil,



avec des agriculteurs.

région de polyculture et d'élevage, qui fait la jonction entre le Bassin parisien et le Bassin aquitain, a vu le pouvoir d'achat des agriculteurs diminuer de 20 % l'an passé. Les petits exploitants familiaux, accablés de dettes, ne cachent pas leur mécontentement. Un agriculteur d'une quarantaine d'années, à Arçay, déplore également l'attitude du Crédit agricole : celui-ci accorde de larges prêts bonifiés à des propriétaires possédant plusieurs centaines d'hectares, alors que les petits exploitants comme lui n'obtiennent pas les mêmes facilités. « Les possibilités d'emprunter sont quand même liées à la taille de l'exploitation, dit-il. Je connais une personne propriétaire qui profite de ça pour emprunter au maximum. Mais elle n'achète aucune machine, elle fait tout exécuter par une entreprise de travaux agricoles. Il est plus intéressant pour elle de placer ses prêts bonifiés à un taux rentable. A côté de ça, moi, je vis dans les plus grandes difficultés et je ne peux acquérir le matériel et les engrais dont j'aurais besoin ». De même cet agriculteur, père de famille nombreuse, se plaint-il du fonctionnement de la coopérative laitière de Ligueil, qui regroupe plusieurs milliers d'exploitants : « Son directeur est un mauvais gestionnaire, fort bien payé. Pour expliquer les 890 000 F de déficit de la coopérative, l'an dernier, il a dit : « C'est qu'on a payé le lait trop cher ». C'est inadmissible d'entendre des choses pareilles, alors qu'on ne s'en sort même pas ! »

L'ensemble des petits exploitants connaissent ces difficultés, fruit d'une politique agricole délibérée qui les condamne à terme. Parfois, ils descendent dans la rue pour faire entendre leur indignation. Ainsi, à Loudun et Châtellerault, Abelin a-t-il été quelque peu chahuté l'an dernier. A Châtellerault, après avoir prononcé quelques paroles pleines de commisération sur le sort des paysans à l'occasion de la foire-exposition, Abelin avait convié à déjeuner les notables locaux. Les Paysans-travailleurs avaient



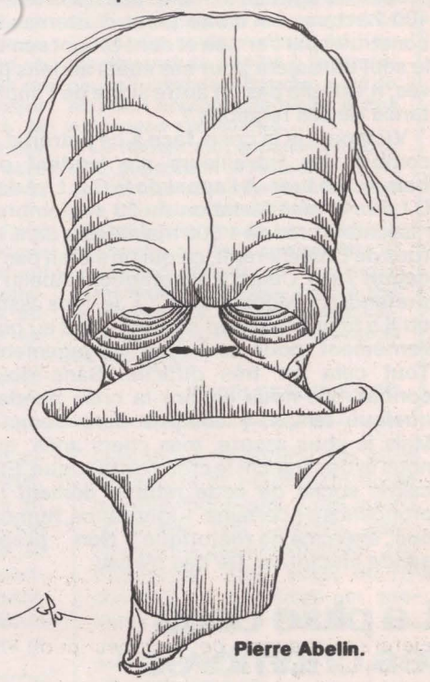
Edith Cresson.



Le suppléant de Pierre Abelin, Jean-Jacques Fouqueteau, éleveur de porcs.

alors décidé de détourner le festin — prudemment commandé à un traiteur de Poitiers — afin d'en faire bénéficier les vieux de l'hospice. Mais à peine avaient-ils saisi un plat de saumon que la police est intervenue. L'honneur fut sauf et la bonne chère a abouti dans les panses distinguées auxquelles elle était destinée.

Passés ces rares moments d'action collective, les agriculteurs se retrouvent seuls avec leurs difficultés. On ne compte plus ceux qui, au cours des quinze dernières années, ont dû prendre individuellement le chemin de l'usine. Encore cette possibilité paraît-elle sérieusement compromise aujourd'hui, alors que la région, après avoir connu un certain développement, subit de plein fouet les effets de la crise. « L'industrie et le commerce de ce pays inaugurent leur plus belle crise depuis 1930 », constatent les unions locales C.g.t. et C.f.d.t. dans une lettre au gouvernement. Le premier effet de cette crise est le chômage. A l'U.I.-C.g.t., on a fait des comptes : « A la fin juin, il y avait 3 700 demandes d'emploi à l'agence pour l'emploi de Châtellerault. La plupart d'entre elles émanaient de chômeurs. Il convient d'y ajouter au moins 600 jeunes à la recherche d'un premier emploi depuis l'été. Enfin, les réduc-



Pierre Abelin.

tions d'horaires et le chômage partiel touchent plus de 3 000 travailleurs ».

L'existence d'un important chômage, total ou partiel, n'empêche pas le patronat d'imposer des cadences de plus en plus rapides. « Chez Sev-Marchal, qui emploie plus de 500 personnes — dont 80 % de femmes, pratiquement toutes O.s. — les cadences sont tellement élevées que les ouvrières craquent souvent au bout de trois mois. » Le secrétaire de l'U.I.-C.g.t. peut ainsi parler des conditions de travail scandaleuses de nombreuses usines de la région. Il s'inquiète également de la multiplication des atteintes à la liberté syndicale, comme à la Coop. Comme chez Liot, aussi, à Pleumartin : le patron de cette entreprise de poudre d'œufs, qui emploie une centaine de femmes, vient d'être condamné à 17 500 F d'amende pour avoir frappé le délégué syndical C.g.t.

La briqueterie Chicot mérite également d'être citée. Située à Ingrandes, cette entreprise employait une cinquantaine de travailleurs, essentiellement immigrés. Elle en a licencié 25 au mois de mai. Les salaires



moyens y sont d'environ 1 100 à 1 200 F par mois. Chicot loge ses ouvriers dans un véritable bidonville, non loin de la somptueuse propriété du patron. Les conditions de travail, l'hygiène et la sécurité y sont si lamentables que l'U.I.-C.f.d.t. y a réalisé un film au magnétoscope. l'absence de chauffage l'hiver, le dégagement de vapeurs sulfureuses, les fils électriques dénudés, les nombreuses gouttières du toit qui font patauger les travailleurs dès qu'il pleut, les sanitaires immondes et sans portes, face au « réfectoire » installé dans un vestiaire sans chaises ni tables, voilà ce que ce film voulait dénoncer grâce à des projections publiques sur les marchés. Hélas ! Chicot a pu faire saisir le film. C'est qu'il est puissant et influent, Chicot. Comment expliquer autrement que, poursuivi pour fraude fiscale, il n'ait payé que la moitié de l'amende ? La présence près d'une de ses propriétés agricoles — Chicot est à la tête de 400 hectares — d'une piste d'atterrissage construite par l'armée et dont Chicot semble le seul utilisateur pour ses ébats aériens privés, n'est-elle pas un autre signe de l'importance de ses relations ?

Victimes de la crise, face à ce patronat de combat, les travailleurs n'entendent pas baisser les bras. A l'appel de la C.g.t. et de la C.f.d.t., la manifestation du 23 septembre a rassemblé près de 1 500 travailleurs dans les rues de Châtellerault, ce qui ne s'était pas vu depuis 7ans. Cela n'a pas empêché Abelin de prétendre, à Moncontour : « Je vous assure qu'il a fallu beaucoup de sang-froid au gouvernement pour tenir ses engagements. Tout cela est très difficile. Sans doute connaîtrons-nous encore la crise pendant quelque temps, y compris dans l'emploi. Mais je vous assure, mes chers amis, que nous avons franchi le creux de la vague. Et le calme social de cette rentrée dément les pronostics de certains. » Ignorance, humour noir, exercice de rhétorique ? Non : propagande électorale. De bas niveau.

La pluie dans les chambres

Au mécontentement des agriculteurs et des ouvriers s'ajoute celui des petits commerçants, très nombreux dans cette ville-marché. Ceux-ci font grief à Abelin de l'installation d'un Mammouth à la sortie de la ville, en direction de Poitiers. Les commerçants l'ont ressentie comme un coup de poignard dans le dos. Et ils soulignent le lien entre ce Mammouth implanté en 1969 et Pierre Abelin, président de la Société française des supermarchés et des docks rémois, dont le Mammouth est une filiale. Est-ce parce qu'il y a de gros intérêts financiers ? Toujours est-il qu'Abelin, maire de Châtellerault, a fait cadeau d'un magnifique parking au supermarché. Un parking payé et entretenu par la municipalité, éloigné de 500 mètres de la salle omnisports... pour laquelle il est censé avoir été conçu. Lorsqu'on va du parking à cette salle, il faut emprunter un souterrain qui passe sous la R.n. 10, ce qu'évidemment personne ne fait. Donc, le parking sert exclusivement au Mammouth.

Cette confusion entre la politique et l'argent semble d'ailleurs une caractéristique



L'état des vide-ordures, dans les H.l.m. des Renardières.

locale, même si l'on y met les formes pour respecter la loi. « La chaîne de l'argent est bouclée sur Châtellerault, il faut la faire sauter », explique Edith Cresson. Et c'est vrai. Avec Abelin et Monory, Montenay, l'ex-« adversaire» U.d.r. d'Abelin aux législatives de 1973, mérite qu'on évoque brièvement son cas. Gros distributeur de fuel, tout comme Monory, Montenay a la « chance » d'avoir le monopole de la fourniture du fuel pour le chauffage des H.l.m. châtelleraudais. Ceux-ci ont connu, en un an, une hausse de 15 % des loyers et, surtout, une très forte augmentation des charges principalement due au chauffage. C'est là qu'intervient Montenay. Certains prétendent qu'il profite de sa situation de monopole pour gonfler ses marges bénéficiaires. Sans doute tout cela est-il un peu exagéré, sans quoi le Dr Métayer, député U.d.r. de Poitiers et président de l'Office départemental H.l.m., n'aurait pas manqué d'intervenir. Du moins l'espère-t-on...

Il est vrai qu'un doute vient à l'esprit quant aux compétences des responsables d'un Office H.l.m. qui tolère une situation comme celle des Renardières. Dans cette cité située aux abords du Mammouth, une majorité de travailleurs immigrés occupe un P.s.r., c'est-à-dire un immeuble H.l.m. au rabais. Construit voici quelques années par une société qui a immédiatement fait faillite, ce bâtiment accumule les vices de construction. En réponse aux plaintes des occupants et de leurs représentants, l'Office a fait répondre : « Ne vous en faites pas, l'immeuble va être rasé » Il y a de cela 5 ans. L'immeuble est toujours debout et se détériore à vue d'œil. L'Office se refuse à y engager les moindres frais, mais il perçoit les loyers et les charges de ses occupants. Pour ceux-ci, généralement des familles nombreuses, c'est l'enfer. Quand il pleut, l'eau pénètre par des fissures et sous toutes les fenêtres pour tomber dans les chambres, aux étages inférieurs. Partout, les papiers peints et le gerflex se décollent. « Le chauffage fonctionne si mal que l'hiver on doit mettre quatre couvertures par lit », dit un père de cinq enfants. Cette cité ouvrière où errent de nombreux jeunes en mal d'emploi avait la chance de bénéficier d'une Maison des jeunes. Après le départ de son animateur, certains l'ont mise à sac de façon quelque peu irresponsable, épargnant toutefois le téléviseur, le matériel du labo photo et tout ce dont ils pouvaient se servir seuls. Le redémarrage normal de cette M.j. s'impose, d'autant plus qu'un nouvel éducateur est arrivé depuis deux mois. Mais, faute de crédits débloqués par la municipalité d'Abelin pour remettre ses locaux en état, la Maison reste désespérément fermée.

Il y aurait encore beaucoup à dire sur la campagne du ministre, sur son anticommunisme dépassé comme sur son ironie pour dénoncer le « parachutage » de certains candidats. Si les parachutés de la majorité élus en 1973 devaient quitter l'Assemblée, on serait saisi du vertige du vide. Et, comme l'expliquait François Mitterrand pendant son meeting : « Après guerre, j'ai moi-même été parachuté dans la Nièvre, où je suis régulièrement réélu depuis lors. Je connais bien cet argument du parachutage. On peut tenir compte de l'origine du candidat, mais ce n'est certainement pas la raison principale sur laquelle on se prononce en élisant un député. » Quant à l'anticommunisme d'Abelin, Mitterrand a su y répondre nettement. A telle enseigne que des militants communistes de Beaumont, venus assister à la réunion d'Edith Cresson dans leur localité, ont publiquement constaté : « Mitterrand a pris sur lui de lutter contre l'anticommunisme. Et il a été très applaudi quand il a parlé du programme commun.Ça a été clair et tout le monde était satisfait ».

La gauche étant beaucoup moins divisée qu'Abelin veut bien le dire, il a donc des raisons d'être inquiet. Aussi a-t-il cherché un argument nouveau, une promesse inédite. Ce qu'il pense avoir trouvé avec le « contrat de pays », système assez comparable pour les campagnes aux contrats passés par certaines villes moyennes avec l'Etat. Le 26 juin 1975, Michel Poniatowski était venu à Loudun pour la mise sur pied du premier des 250 contrats de pays prévus en France en cinq ans. Il s'agit officiellement de regrouper les 52 communes des cantons de Loudun, Monts-sur-Guesnes, Moncontour et Les Trois Moutiers dans un syndicat intercantonal de solidarité. Marc Verdon, suppléant d'Edith Cresson et maire d'une de ces communes, dénonce les abus que ce « contrat » dissimule : « C'est de la poudre aux yeux, dit-il. Il est vrai qu'il ne faut pas laisser mourir nos communes et notre pays, très menacés comme l'a fait apparaître le dernier recensement. Mais les sommes débloquées par l'Etat sont notoirement insuffisantes. On encourage donc nos communes à emprunter largement, pour obtenir le complément aux subventions d'Etat et disposer des fonds nécessaires aux réalisations qui, comme les équipements scolaires ou même les adductions d'eau, nous font encore cruellement défaut. Mais comment rembourser ces emprunts avec les intérêts, sinon en augmentant les impôts locaux ? Par ailleurs, accepter le contrat de pays, c'est accepter de transférer le contrôle des élus à l'administration, seule maîtresse des grandes options. Enfin, Monory s'est pratiquement désigné lui-même président du syndicat intercantonal, en présence du préfet, sans aucun vote — ce qui est parfaitement illégal et antidémocratique ».

Il semble donc bien que l'ultime argument d'Abelin, celui du contrat de pays, soit un pétard mouillé. Aussi Edith Cresson peut-elle à bon endroit espérer le battre. D'autant qu'elle n'est pas seule dans ce combat. N'est-elle pas appuyée par une équipe locale bien implantée et où l'on compte plusieurs élus ?

JEAN-LOUP REVERIER



changer la vie politique

UN MORT AU CENTRE D'ECOUTES

Michel Poniatowski a tort de se faire des illusions : l'affaire de Boullay-les-Troux n'est pas terminée.

En effet, de bien curieuses choses se passent dans ce centre d'écoutes. Vendredi dernier, un homme, un travailleur immigré y serait mort sans que personne n'en sache rien. En fait, cet ouvrier travaillait dans une excavation à une profondeur d'une dizaine de mètres. Il s'agissait, semble-t-il, de mettre en place un réseau de drainage de l'eau. Mal étayée, la tranchée s'est écroulée et, malgré les longs efforts des sauveteurs, l'homme n'aurait pu être sauvé.

Une radio périphérique avait été mise au courant de cet événement. Finalement, sur le « conseil » du ministère de l'Intérieur, elle a préféré passer sous silence cet accident.

A propos de Boullay-les-Troux, des proches collaborateurs de Poniatowski ont récemment expliqué à des journalistes que si leur ministre s'était aussi bêtement déjugé vis-à-vis d'une éventuelle visite d'une commission parlementaire, c'était la faute de Jacques Chirac. Explication : le centre de Boullay-les-Troux dépend administrativement du Groupe interministériel de contrôle placé sous l'autorité du Premier ministre. Peu importe qui, de Chirac ou de Poniatowski, a décidé de cacher la vérité honteuse de Boullay-les-Troux. Mais il est quand même réjouissant de constater l'entrain de certains à dénoncer la responsabilité des autres.

LA LIGNEE DE JAURES

L'assemblée générale annuelle des Cercles Jean-Jaurès a réuni ses militants, à Cachan, dimanche dernier, autour de son président, Jean Perrier, et de plusieurs dirigeants du P.s. Fait nouveau, on notait la présence de représentants de deux autres organismes associés au P.s., Démocratie et université, Ecole et socialisme.

François Mitterrand devait longuement intervenir. Pour souligner que le rôle d'un parti est pédagogique. Le P.s. doit expliquer sans cesse ses positions pour constituer le « front de classe » propre à amener au pouvoir les porteurs des intérêts populaires. S'il ne doit pas être un conglomérat d'intérêts électoraux empiriquement définis, ni une chapelle ésotérique fignolant des « utopies sèches comme un herbier », il doit en revanche reprendre et prolonger — même si ce n'est pas sans problème — la synthèse vécue par Jaurès entre l'empirisme et la pratique, le souffle des idées élevées et la rigueur de la démarche théorique. A cet égard, le travail des Cercles Jean-Jaurès — essentiellement pédagogique, mais aussi de recherche — constitue un précieux apport.

LA LECON D'ALLAUCH

L'élection municipale d'Allauch, dans les Bouches-du-Rhône, a vu dimanche la victoire de la liste socialiste conduite par Roland Povinelli. Celle-ci l'a emporté sur la liste de droite du maire surtout et sur la liste communiste, maintenue au second tour et qui a perdu 150 voix et près de 6 % des suffrages malgré un nombre de votants supérieur à celui du premier tour.

Cette élection ayant donné lieu à divers commentaires, Charles-Emile Loo, secrétaire national et premier secrétaire de la Fédération socialiste des Bouches-du-Rhône explique ici ce qui s'est passé.

Dans cette élection locale, les socialistes ont fait échec à la liste de la municipalité conservatrice sortante — soutenue par l'U.d.r., les Républicains indépendants et les réformateurs — en dépit de la position du Parti communiste, qui a fait ici le jeu des candidats de droite.

Il faut savoir que le 21 mai dernier, au moment où la désastreuse gestion de la municipalité conservatrice rendait prévisible la dissolution de celle-ci, la section socialiste d'Allauch proposa à la section communiste la constitution d'une liste commune dès le premier tour. Neuf jours plus tard, le Parti communiste faisait connaître son refus. Ce qui amena la section socialiste à former une liste élargie à des hommes de gauche.

Néanmoins, au lendemain du premier tour, elle proposait de nouveau au Parti communiste la constitution d'une liste commune en tenant compte toutefois d'une règle déjà souvent appliquée dans le cadre de l'union de la gauche : à savoir qu'en cas d'une entente au second tour, le maire et le premier adjoint doivent appartenir à la même formation, ce qui est le cas par exemple, au profit du Parti communiste, au Havre, Nanterre, Colombes, Ivry et Sète.

Au plus haut niveau, le Parti communiste, refusant les 10 sièges et les deux postes d'adjoints qui l'associaient à la gestion municipale, rendait impossible tout accord en exigeant un premier adjoint communiste.

Dans le même temps, le quotidien communiste « la Marseillaise » déclenchait une campagne violemment antisocialiste. François Billoux, dans un éditorial, allait jusqu'à mettre en cause la loyauté et l'attachement du Parti socialiste à la démocratie, ce qui provoquait le lendemain, dans « le Provençal », une mise au point de Gaston Defferre.

Malgré l'escalade de son partenaire de la gauche, la Fédération socialiste, dans ses interventions publiques comme dans ses communiqués, s'abstenait de toute polémique et ne se livrait à aucune attaque, réservant ses coups à la droite. Sa seule volonté, tout en manifestant sa fidélité à la stratégie de l'union de la gauche, a été de ne point accepter de céder à des exigences excessives.

Le dernier mot appartenait donc à la population d'Allauch. En accordant massivement sa confiance aux candidats de la liste Unaval, elle a à la fois, condamné, l'attitude équivoque du Parti communiste et la gestion néfaste de l'ancienne municipalité soutenue encore par le Pouvoir. En définitive, une victoire qui est celle de la sagesse et du bon sens.

CHARLES-EMILE LOO

LES CENSURES DE L'APRES-O.R.T.F.

Du point de vue de la censure, les nouvelles unités de la radio-télévision n'ont décidément rien à envier à feu l'O.r.t.f. On pourrait presque tenir un agenda : l'autre jeudi, Jean-Paul Sartre annonce qu'il renonce à la série d'émissions — dix fois une heure — dont il était convenu avec le patron d'Antenne 2, Marcel Jullian ; Sartre, après s'être ému que « le synopsis était au ministère de l'Intérieur avant même que M. Jullian en prenne connaissance », rompt lorsque Jullian ramène le projet à un essai conditionnel. Le vendredi, la Tribune libre de F.r.3, tenue, ce soir-là par le groupement « Les Français contre la bombe », arrive sur tous les récepteurs... sauf dans la région de Belfort-Montbéliard ; on a expliqué depuis que l'émetteur régional était juste à ce moment-là tombé en panne... ainsi que l'émetteur de secours ! Rien à voir avec le fait que l'émission évoquait l'installation future de fusées atomiques Pluton justement dans cette région. Mardi, enfin, une interview d'Yves Montand sur la démarche qu'il avait effectuée à Madrid avec plusieurs autres personnalités (voir le précédent numéro de « l'Unité ») en faveur des condamnés à mort, n'est pas passée comme prévu sur Antenne 2 : « trop longue » (4 minutes...) et « pas claire ». Ce qui n'est pas clair, c'est pourquoi cette séquence fut jugée assez satisfaisante pour être diffusée par les télévisions de 13 autres pays d'Europe. Pas clair, ou trop clair ?

OFFICIERS CHILIENS A COURBEVOIE

Des militaires chiliens en stage en France, chez Ericsson ! C'est au centre de formation de Courbevoie II que la société Thomson a envoyé ces émissaires de Pinochet suivre des cours de téléphonie. Les syndicats (C.g.t. et C.f.d.t.) ont immédiatement réagi. « On ne peut qu'être révolté par une telle complicité qui a son origine dans d'éventuelles commandes de matériel téléphonique par les militaires chiliens », disent-ils. Ils ont demandé des explications à la direction générale, en protestant avec indignation. Réponse : nous ne faisons pas de politique. De l'« apolitisme » à la Ceyrac...

La semaine prochaine dans un numéro exceptionnel de

l'unité

L'ENQUETE POLITIQUE QUE VOUS ATTENDEZ

○ Où en sont aujourd'hui les forces de gauche dans les pays de l'Europe du Sud ?

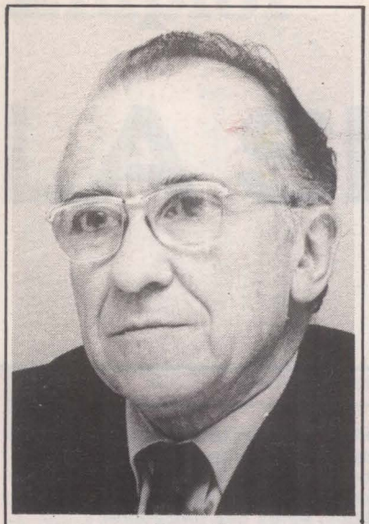
○ Quels sont les rapports entre partis socialistes et partis communistes en Espagne, en Italie, au Portugal et en France ?

○ Quelles sont les perspectives du socialisme dans ces quatre pays ?

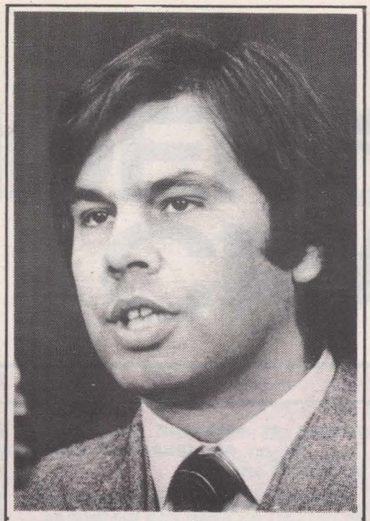
UN EVENEMENT POLITIQUE

Pour ne pas manquer ces numéros de « l'Unité », retenez-le chez votre marchand ou mieux abonnez-vous (voir page 30)

Collection Jean-Jaurès



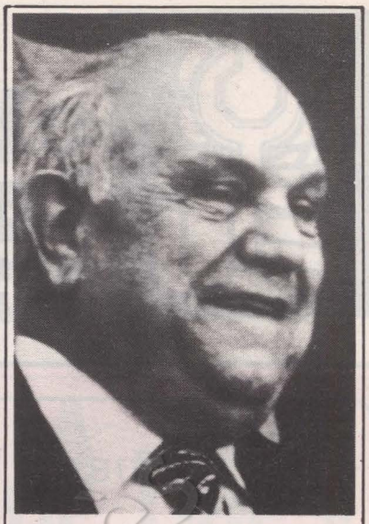
Santiago Carrillo
secrétaire général
du P.c.e.



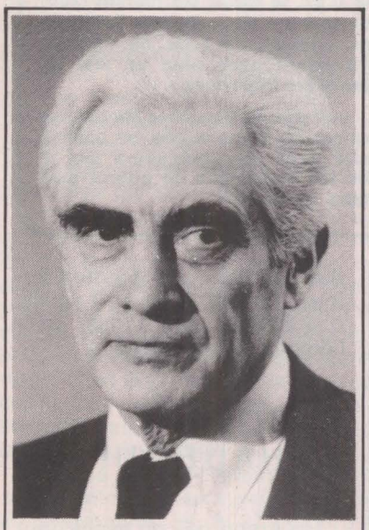
Felipe Gonzales,
secrétaire général
du Psoe



Enrico Berlinguer
secrétaire général
du P.c.i.



Francesco de Martino
secrétaire général
du P.s.i.



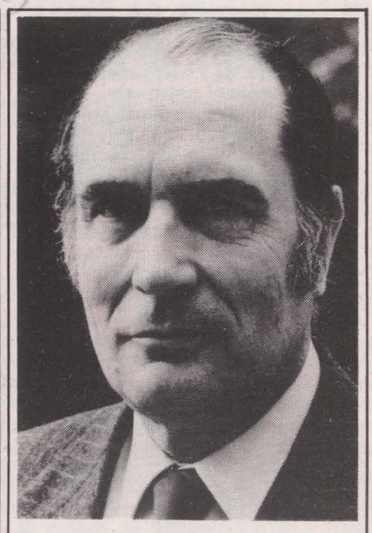
Alvaro Cunhal
secrétaire général
du P.c.p.



Mario Soares
secrétaire général
du P.s.p.



Georges Marchais
secrétaire général
du P.c.f.



François Mitterrand

LES HUIT PRINCIPAUX LEADERS INTERESSES ONT ACCEPTE DE S'EXPRIMER DANS « L'UNITE »

Coll. Parti socialiste

changer la vie sociale et économique

SIMCA : LE GANGSTERISME CONTINUE

Chrysler-France : 18 000 salariés et une politique musclée de mise au pas des travailleurs. A l'approche des élections professionnelles qui se dérouleront les 9 et 10 octobre à l'usine de Poissy (Yvelines), la C.g.t. intensifie son offensive contre le gangstérisme et les divers procédés utilisés pour contraindre les travailleurs à voter selon la volonté patronale.

Les exemples ne manquent pas. L'année passée, 43 travailleurs avaient accepté de témoigner contre des fraudes électorales : un acte authentiquement courageux. Pour preuve, un an après, il ne reste plus que 22 d'entre eux. Les autres témoins ont été éliminés petit à petit : 7 licenciés en 1974, 14 en 1975 (dont 8 pendant leurs congés payés).

Quant à ceux qui restent, ils doivent quotidiennement affronter les tracasseries et pressions de toutes sortes de la part de la direction efficacement épaulée par la C.f.t. Ainsi, 6 d'entre eux ont été attaqués devant les bureaux de la direction à l'intérieur de l'usine. Cette agression s'est soldée par l'hospitalisation de deux des victimes. Pour 6 autres, la répression a pris la forme de sanctions, avertissements ou mutations accompagnées de perte de salaire. D'autres, encore, ont retrouvé leur voiture détériorée, leurs vêtements maculés. Quant aux injures, provocations et menaces des nervis C.f.t., ils en ont tous subi et en subissent encore.

Quand la C.g.t. fait les comptes, il en ressort qu'avec ces méthodes, de 1958 à 1974, sur 98 candidats C.g.t. 39 ont été forcés de démissionner « volontairement », 18 ont été licenciés, 11 ont quitté l'entreprise, toujours « volontairement ».

Les plaintes déposées par les syndicats pour fraudes électorales et contre la C.f.t. ne se comptent plus. Mais elles sont — quel hasard ! — rarement suivies d'effets.

Le 16 septembre, Georges Séguy s'est adressé au ministre du Travail, Michel Durafour, pour obtenir que « le déroulement de ces élections soit placé sous le contrôle d'inspecteurs du Travail et de représentants nationaux des syndicats représentatifs ». Un détail ne manque pas d'intérêt. Chaque fois depuis 1959 que des élections, après des procédures d'annulation, ont été organisées sous le contrôle de syndicalistes extérieurs à Chrysler, on a enregistré une progression spectaculaire des syndicats — de la C.g.t. en particulier — au détriment, bien sûr, de la C.f.t. Le secrétaire général de la C.g.t. le disait clairement jeudi dernier : « Nous tenons l'attitude de chacun vis-à-vis de l'affaire Chrysler-France pour un test de première importance. »

« Si d'ici au 9 octobre Michel Durafour ne bronche pas, sa complicité avec les agresseurs des libertés syndicales ne pourra plus faire de doute ».

CE QUE BERLIET FAIT... DE SON ARGENT

« Ce que Berliet va faire », titrent en gros caractère les publicités qui annoncent fièrement : « Berliet, plus que jamais le n° 1 français du poids lourd », avant de vanter le dynamisme de l'entreprise. Une entreprise qui, malgré des affaires florissantes, licencie à tour de bras. C'est ainsi qu'aux usines Berliet de Lyon, 772 mises en pré-retraite sont annoncées.

Des licenciements difficiles à justifier : entre juin 1974 et juin 1975, le chiffre d'affaires de Berliet a fait un bond de 70 % ; et, durant les 6 premiers mois de l'année, Berliet a produit plus de véhicules que pendant le premier semestre 1974, avec des effectifs moins nombreux. Enfin, il ne faut pas oublier que Berliet et la Saviem ont bénéficié de 150 millions de fonds de relance. Et les employés de l'entreprise se demandent, avec inquiétude, ce que Berliet « va faire »...

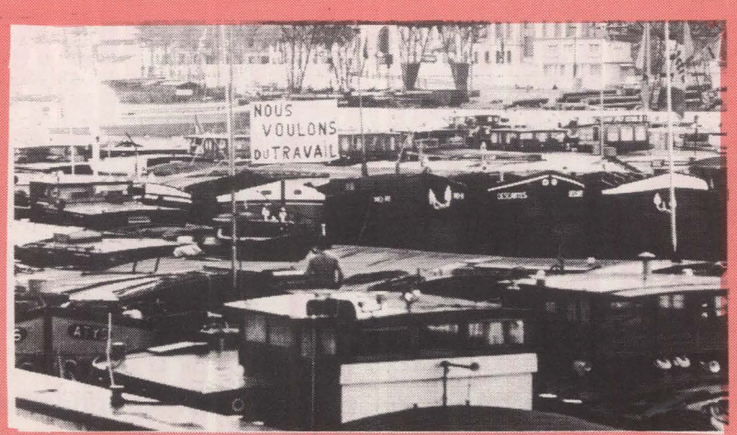
LES PATRONS PREFERENT LE CHOMAGE

On se souvient du battage publicitaire organisé par le gouvernement et le patronat lors de la signature de l'accord C.n.p.f.-syndicats, en octobre 1974, garantissant 90 % du salaire aux victimes de licenciements économiques : le chômeur français, disait-on à l'époque, devenait le chômeur le mieux indemnisé du monde.

Or, que voit-on un an plus tard ? Un chômeur sur trois seulement touche une allocation de l'Etat, ou des Assedic. Et le patronat essaie de remettre en cause un accord qu'il a signé. Les syndicats viennent de tirer la sonnette d'alarme : dans les commissions paritaires de certaines Assedic, où sont examinés chaque trimestre les dossiers des travailleurs sans emploi ayant droit aux 90 %, les patrons rejettent de plus en plus de cas. Un exemple : la commission paritaire des Assedic de la Seine-Saint-Denis refuse de maintenir cette allocation aux salariés licenciés de chez Grandin, Triton et Chaix.

Le prétexte invoqué est le même que partout : les travailleurs, paraît-il, ne recherchent pas activement du travail. Une absurdité, puisque le critère exigé pour conserver son allocation est de fournir une liste des entreprises auxquelles on s'est adressé en demandant un emploi.

Derrière tout cela, il y a évidemment autre chose. Que François Ceyrac, le patron des patrons, a lui-même reconnue en déclarant : « Les avantages sociaux très importants donnés en cas de licenciement expliquent, sans doute, la durée des conflits. » En d'autres termes, il s'agit, ni plus ni moins, d'empêcher les luttes pour l'emploi par le chantage.



Barrage de péniches, mardi dernier au Pont d'Austerlitz, à Paris, après une décision de grève générale de la batellerie.

VICTOIRE A HAUBOURDIN

Un grand pas en avant pour les travailleurs de l'usine Lever d'Haubourdin (Nord). Un accord sur les salaires et les conditions de travail vient en effet d'y être signé, qui fera date dans la région.

Dans cette entreprise de la banlieue lilloise qui emploie 1 470 salairés et produit 200 000 tonnes de détergent par an, le travail de nuit auquel étaient astreints 160 ouvriers est désormais supprimé. Seuls une quarantaine de salairés du service d'entretien et de sécurité seront appelés à travailler la nuit. Une nouvelle grille de salaire a également fixé que plus aucun employé ne touchera moins de 25 000 F annuels pour 40 heures de travail hebdomadaire (soit plus de 2 000 F bruts par mois). Enfin, victoire syndicale d'importance : il est établi que dorénavant le salaire et les primes seront révisés en fonction de la hausse du coût de la vie non plus seulement sur l'indice Insee, mais sur une moyenne des indices Insee, C.g.t., C.f.d.t. et de l'Union nationale des associations familiales.

LA SIDERURGIE CRAQUE

Environ 100 000 sidérurgistes seront mis au chômage partiel durant les trois prochains mois en France. « Une situation véritablement préoccupante », affirmait, lundi dernier, la fédération C.g.t. des Métaux qui, avec son homologue C.f.d.t., envisage sous peu un « rassemblement national » des métallurgistes.

Une riposte à une situation qui, en fin de semaine, s'est considérablement dégradée. En effet, les groupes Usinor et Sacilor-Sollac, qui emploient à eux deux plus de 90 000 salariés dans les régions du Nord et de la Lorraine, ont annoncé de très lourdes mesures de chômage partiel : une semaine de chômage par mois pendant tout le dernier trimestre pour les 49 500 sidérurgistes du groupe Sacilor-Sollac, excepté pour les 1 000 travailleurs des cokeries. Même son de cloche chez Usinor : ses quelque 11 700 salariés verront leur horaire moyen ramené à 32 heures par semaine.

Bien que prévisibles, ces décisions ont déclenché une véritable vague d'inquiétude dans le Nord et la Lorraine. Pour les syndicats, de toute évidence, elles apportent la preuve qu'un nouveau pas vient d'être franchi par le patronat. En effet, depuis que des heures chômées sont imposées dans la sidérurgie c'est la première fois que l'ensemble des services est concerné. Jusqu'à présent, l'administration et les cadres, notamment, avaient été épargnés.

Ainsi, à Usinor-Denain (8.600 salariés), toute l'entreprise sera arrêtée du 25 octobre au 5 novembre ; et du 27 octobre au 7 novembre à Usinor-Trith-Saint-Léger (4.000 salariés). Même les fourneaux ne fonctionneront plus. Pendant cette période ils seront « couverts » — c'est-à-dire mis en veilleuse. « Une opération qui peut d'ailleurs poser des problèmes au moment de la remise en route, explique Bernard Lebrun, délégué fédéral socialiste aux entreprises pour le Nord. Plusieurs fois, il y a eu des accidents mortels à cause d'explosions dues à des poches de gaz qui s'étaient formées pendant que le fourneau marchait au ralenti. » Un danger que tous les sidérurgistes connaissent bien, mais qui s'estompe devant l'urgence des réductions salariales qu'ils vont devoir affronter. Car ces mesures de chômage se traduisent avant tout par une perte sur salaire de 6 à 8 %, soit 150 à 200 F par mois au moins.

« En fait, pour de nombreux travailleurs, il faut compter beaucoup plus, assure un délégué C.g.t. d'Usinor-Dunkerque. En effet, un quart d'entre eux effectuaient des postes supplémentaires dans des équipes où il y avait un manque régulier de salariés. Pour eux, c'était une manière d'arrondir leurs fins de mois et, pour la direction, un moyen commode de masquer les bas salaires. Avec les nouvelles mesures de chômage, il n'en est bien sûr plus question. »

Que vont devenir les jeunes surtout, qui effectuaient ces heures supplémentaires parce qu'ils n'avaient qu'un salaire pour faire vivre leur femme et leurs 2 ou 3 enfants (dans la région, ils sont nombreux) ? Et les autres, ceux qui les effectuaient pour payer les traites de leur maison, de leur voiture ?

Toutes ces raisons, la montée indéniable de l'inquiétude dans toute la région expliquent la réaction très vive des organisations syndicales. La C.g.t., la C.f.d.t. et F.o. accusent le patronat de pratiquer une politique de chantage au licenciement : auprès des travailleurs, pour leur faire avaler la pilule du chômage partiel ; auprès du gouvernement, pour l'obliger à prendre en charge la majeure partie des indemnités de chômage versées à ces derniers. Une réussite totale : l'Etat, sans trop se faire prier, a accepté de verser 90 % des compensations salariales, les deux grands groupes se contentant de compléter les 10 % restants.

Pour calmer les esprits et faire croire à sa bonne volonté, le patronat de la sidérurgie du Nord a proposé un accord qui porterait à 60 % des heures perdues l'indemnisation de ce chômage conjoncturel. C'est ce vendredi que les syndicats doivent se prononcer sur cette proposition. Ils n'ont pas caché leurs réticences. Sous couvert d'assurer l'emploi, affirment-ils, ces primes de chômage, largement payées par l'Etat, permettent à Usinor et Sacilor de réorganiser, voire de démanteler la sidérurgie régionale en toute tranquillité.

Un exemple : Usinor, ce n'est un secret pour personne, veut abandonner la fabrication des produits longs (poutrelles, etc.) au profit de la Belgique, pour se cantonner aux produits plats (tôles, etc.). L'une de ses usines, Usinor-Trith-Saint-Léger, occupe 4.000 salariés à la fabrication exclusive de produits longs. Plusieurs vagues de licenciements ont déjà menacé ces travailleurs, en vain. Les syndicats savent bien qu'à terme, c'est l'existence même de l'usine qui est mise en question. C'est pourquoi, ici plus qu'ailleurs, les mesures de chômage partiel ont soulevé l'indignation. Dès le 22 septembre, Pierre Mauroy recevait à la mairie une délégation des sidérurgistes de Trith-Saint-Léger.

Si elle s'accélère maintenant, cette restructuration entre les grands de la sidérurgie ne date pas d'hier. Ainsi, depuis 1967, ce sont 35 000 emplois qui ont été supprimés par ce biais, dont 18 000 pour la seule région de l'Est.

Face à cette menace, la C.g.t. et la C.f.d.t. préparent avec les travailleurs un mouvement revendicatif qui pourrait commencer à la fin de la semaine. De leur côté, dans plusieurs implantations sidérurgiques comme Valenciennes, Mardyck et Denain, les travailleurs ont effectué des débrayages. Mais dans l'ensemble l'inquiétude, la peur de perdre son emploi joue encore en faveur du patronat. Il lui reste cependant encore un cap à passer : celui du mois prochain, quand les feuilles de paie auront un air de sentence.

CHRISTINE COTTIN

« LA JOIE DE LIRE » EN PERIL

Amers, les 45 employés de la librairie « La joie de lire » le sont. On le serait à moins. Après 15 jours de grève avec occupation de leur entreprise, ils ont repris le travail mardi dernier « pour obliger la direction à faire connaître ses intentions ».

Des intentions pour le moins fumeuses : depuis qu'en décembre 1974, Bernard Lallement, ancien administrateur du quotidien « Libération », avait racheté ses deux magasins à François Maspero, il n'a pas cessé de proférer des avis aussi péremptoires que contradictoires sur la gestion de son affaire.

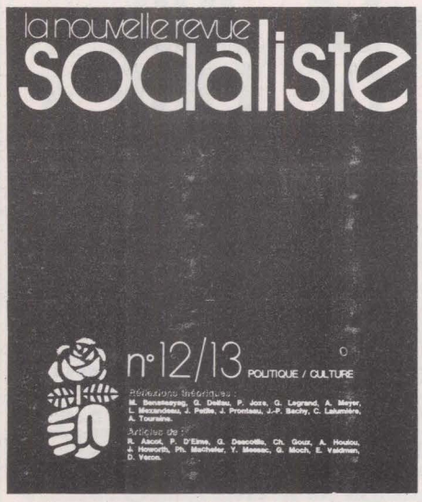
Mais s'il héritait d'une trésorerie difficile, il bénéficiait de la renommée de « La joie de lire » qui dépassait de loin celle d'une librairie contestataire.

Ce capital inestimable, Lallement n'a pas su ou pas voulu l'exploiter. Dès son arrivée, il a bien fait part aux employés de son intention de faire des investissements pour relancer l'entreprise. Ils n'ont pas dépassé l'achat de deux caisses électroniques de plusieurs millions, inutiles dans l'état actuel des magasins. Mieux : après une série d'affirmations erronées, les salariés finissaient par apprendre qu'il n'avait pas réglé François Maspero, qui voyait de ce fait l'existence de sa maison d'édition compromise. Les éditeurs, eux non plus, ne voyant pas leurs factures honorées, décidaient, en septembre, de stopper les livraisons. Comprenant qu'il en allait de la vie de leur entreprise, les 45 salariés se mettaient aussitôt en grève. Pour toute réponse, Lallement annonçait le 18 septembre la fermeture de la librairie et le licenciement collectif du personnel.

Très vite, la solidarité se manifestait de tous côtés. P.s., P.c., syndicats, clients, tout le monde s'en mêlait. Deux restaurants de la rue apportaient spontanément des repas aux grévistes. Des centaines de signatures et des dons affluaient de toutes parts. Trois conseillers socialistes, Pierre Guidoni, Louis Moulinet et Michel Salles intervenaient auprès du préfet de Paris pour qu'une solution conforme aux intérêts du personnel soit trouvée.

Dans une volte-face inattendue, Lallement décidait alors de faire don de la librairie au personnel pour qu'il en assure la gestion. Un cadeau empoisonné par quelques centaines de millions d'anciens francs de dettes. A l'unanimité, cette proposition était refusée.

Pour éviter que l'occupation des magasins ne soit mise à profit par la direction pour régler définitivement leur sort, les salariés ont décidé de reprendre le travail avec un acquis : les maisons d'édition ont décrété qu'elles acceptaient de reprendre leurs livraisons contre leur paiement au jour le jour, sans tenir compte de la dette ancienne pour le moment. Une perspective qui va obliger Lallement à se prononcer, à dire s'il veut, ou non, conserver la librairie et ses orientations.



Extraits du sommaire du n° 12 /13 numéro double 176 pages 20 F

DOSSIER : ORIGINALITE DU P.S. THEORIE-IDEOLOGIE

Présentation	M. BENASSAYAG
Sur l'originalité du P.S. Français	A. MEYER
Contradictions idéologiques dans la fonction publique	C. LALUMIERE
Théorie et pratique des relations Partis-syndicats	J.P. BACHY
La science, les intellectuels et la politique	A. TOURAINE

et les rubriques :
Politique étrangère
Economie
Archives du socialisme
Culture

A PARAITRE : N° 14 ANATOMIE DU P.S. (II)

ATTENTION

La N.R.S. offre **à tout militant ou toute section (pour les petites sections le nombre d'adhérents de la section sera pris en compte pour déterminer les meilleurs abonneurs) qui auront fait le plus d'abonnements à la N.R.S. jusqu'à la fin de l'année, 20 bibliothèques socialistes de base d'une douzaine d'ouvrages à choisir sur une liste large.**

LA NOUVELLE REVUE SOCIALISTE
12 Cité Malesherbes
75009 PARIS CCP PARIS 54 62 27
TEL. 878.40.73

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom et Prénoms .....

Adresse et Code postal .....

.....

Désire souscrire :

..... **Abonnement (s) d'un an**	**100,00 F**
..... **Abonnement (s) de soutien d'un an**	**150,00 F**
..... **Abonnement (s) étranger (10 numéros)**	**140,00 F**
..... **Abonnement (s) de 6 mois**	**60,00 F**
..... **Abonnement (s) de soutien de 6 mois**	**75,00 F**
..... **Abonnement (s) étranger de 6 mois (5 numéros)**	**70,00 F**

Ci-joint le montant correspondant **en chèque bancaire ou CCP (3 volets)**

Date : **Signature :**

Numéros déjà parus et disponibles :
N° 1 ANATOMIE DU PARTI SOCIALISTE épuisé

Numéros déjà parus et disponibles :

N° 1 Anatomie du Parti Socialiste	épuisé
N° 2 L'énergie et la croissance	8 00 F
N° 3 L'élection présidentielle	10 00 F
N° 4 La culture	épuisé
N° 5 Regards sur le monde	épuisé
N° 6 Armée défense	10,00 F
N° 7 Les dom-tom la coopération	épuisé
N° 8 Marxisme et histoire	12,00 F
N° 9 L'urbanisme	12,00 F
N° 10/11 Actes du colloque L. Blum	20,00 F
N° 12/13 Théorie et idéologie	20.00 F

A paraître : Anatomie du P.S. (II) et Cinéma politique

De notre correspondant

Incidents et polémique, des députés socialistes rappelant au chef du gouvernement un désastreux bilan — « Les 500 jours de Giscard, c'est 500 000 chômeurs, c'est-à-dire 1 000 de plus chaque jour » — et les élus du P.s. et du P.c. quittant la séance ou refusant d'y assister : Jacques Chirac n'est pas près d'oublier sa rencontre avec les représentants de la région Rhône-Alpes, mardi, à Lyon. Il eût pu s'en douter, tant la fameuse « concertation » n'avait été qu'un simulacre. A croire que, pour le Premier ministre, l'important était surtout de montrer sans trop tarder sa silhouette.

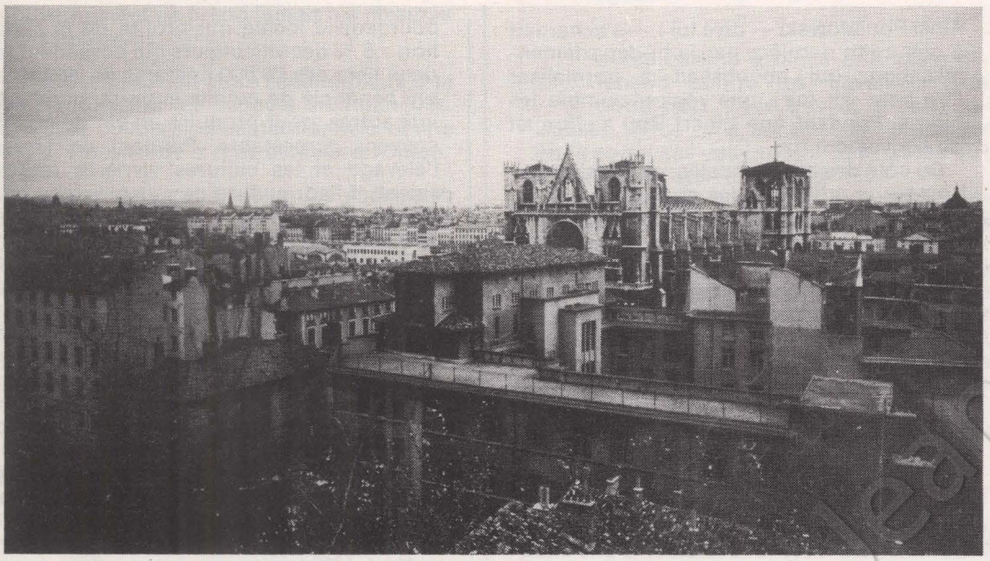
Il était temps, car le dossier Rhône-Alpes ne cesse de s'alourdir. Le Comité de coordination régionale du P.s. — qui regroupe les 8 Fédérations de Rhône-Alpes — avait rendu public samedi son cri d'alarme : la région détient le ruban bleu de la progression du chômage, la crise y a des effets douloureux pour les travailleurs et le mot relance y fait rire jaune. Même les vacances n'ont pas réussi à ralentir la détérioration de l'emploi qui — statistiques officielles en mains — a progressé en un an de 123 %. Le chômage partiel, même en période de congés payés, restait à un niveau élevé. 151 091 journées de travail ont été perdues en juillet contre 137 958 en juin, l'Ain, la Loire et le Rhône étant les départements les plus touchés. Au cours du seul mois de juillet 1 904 postes de travail ont été supprimés, 3 000 en juin. Quant aux agriculteurs, leur revenu pour l'année a chuté de 15 %.

Il était donc temps que Chirac vienne devant les Assemblées régionales rappeler les promesses non tenues. Et parler de décentralisation à peu de distance des centres commerciaux de La Part-Dieu qui, à l'origine, devait être un centre « directionnel », permettant à Lyon de rattraper son retard dans les secteurs tertiaire et tertiaire supérieur. Ce qui aurait permis à la ville de devenir une métropole européenne à l'image de ses voisines, Francfort ou Milan. Lyon, pour l'heure, se contentera de rattraper seulement son sous-équipement commercial puisque, selon Jean-Louis Solal, P.d.g. de la Société des centres commerciaux, on y trouvait 24 m2 de surface de vente de grands magasins pour 1 000 habitants, contre 122 m2 à Bruxelles, 175 m2 à Hambourg et 290 m2 à Paris. On oublie de rappeler que le centre « directionnel » de La Part-Dieu devait amener la création de 20 000 emplois. La création du centre commercial a encouragé les transferts de la presqu'île, centre traditionnel, à la Part-Dieu et a entrouvert les vannes de l'embauche. Quant aux immeubles de bureaux où devaient s'installer les sièges sociaux rapatriés de Paris par les sociétés lyonnaises et s'amorcer la décentralisation, ils trouvent difficilement preneurs.

Le Premier ministre pouvait-il convaincre les conseillers Rhône-alpins avec les seuls dossiers que lui a préparés

Fondation Jean-Jaurès

LYON: UN MORCEAU DE PRINCE...



son nouveau lieutenant, Jérôme Monod ? La silhouette de celui qui fut le patron de la Datar est bien connue des Lyonnais, qui se souviennent de l'époque où il défendait la décentralisation du pouvoir bancaire et échouait dans son projet, combattu par Delattre, vice-gouverneur de la Banque de France, dépêché par le ministre des Finances de l'époque... c'est-à-dire Valéry Giscard d'Estaing. Monod, nouveau directeur du cabinet du Premier ministre, apporte à Chirac un capital de confiance qu'il a acquis au nom de l'apolitisme. Il lui fournit des dossiers et des atouts dans le duel qui l'oppose à son ancien patron, Michel Poniatowski, et dont Lyon est l'enjeu.

Car il était grand temps pour Chirac, en tant que leader de l'U.d.r., de rendre visite à Lyon à la suite des voyages répétés — 8 en un an — du ministre de l'Intérieur ! Que cherche donc le Prince entre Saône et Rhône ? On lui a prêté l'ambition de convoiter le fauteuil du maire, Louis Pradel. Ambition rapidement refroidie à la suite d'un sondage effectué discrètement par les Renseignements généraux. Mais la mairie n'est pas le seul objectif des Républicains indépendants, qui, si l'on on croit Gérard Ducret, secrétaire d'Etat au Tourisme, estiment que la représentation U.d.r. dans le Rhône et à Lyon ne traduit plus la réalité électorale.

Entre-temps, Pradel réaffirme, à qui veut l'entendre, qu'il « attend de pied ferme les candidats aux municipales ». Le maire de Lyon n'en est pas moins inquiet. Sa ville n'aura plus la majorité au sein de la communauté urbaine ; le dernier recensement lui est défavorable, elle a perdu 71 000 habitants, soit une baisse de 13 %. En revanche, les villes de banlieue ont fortement progressé, plus particulièrement les banlieues est où les municipalités sont détenues par la gauche.

Pradel n'ignore pas non plus que sa popularité est en baisse, que la création de rues piétonnières ne feront pas oublier « le mur de la honte » dressé cours de Verdun, ni l'opération scandaleuse de la montée de la Grande Côte à la Croix Rousse. La rénovation de ce quartier, qui fut un des hauts lieux dans l'Histoire des canuts, n'aurait pas coûté plus cher que de le raser et d'y planter des arbres : un milliard d'anciens francs.

Les Lyonnais, comme tous les habitants de l'agglomération attendent la facture du métro. La voie aérienne qui traverse le Rhône coûte déjà trois plus que les devis prévus et de surcroît la perspective cours Franklin Roosevelt - cours Viton, tracée au début du siècle par l'architecte Morand, est irrémédiablement défigurée.

Pradel n'ignore pas qu'il a plus d'un fil à la patte et que, dans le duel qui les oppose, Chirac et Poniatowski n'hésiteront pas à se servir de certains dossiers gênants. Il aura peut-être ainsi à s'expliquer sur le vote par le Conseil municipal de Lyon en juillet dernier d'un crédit de 1 636 992 F attribué à la Semaly, société concessionnaire de la construction du métro, pour l'aménagement des places de la Comédie, et de la place Tolozan. Alors que la société d'équipement de la région lyonnaise est chargée officiellement par la communauté urbaine de l'opération de restructuration des quartiers Martinière - Tolozan, que la ville de Lyon n'est pas propriétaire des terrains et que, surtout, aucun arrêté de création de Zac n'a encore été pris par le gouvernement ! Chirac n'ignore pas que Pradel n'a jamais eu de politique globale de l'aménagement urbain, qu'à Lyon chaque administration a ses techniciens, ses bureaux d'études, ses agences d'urbanisme et que les pénétrations autoroutières du cours de Verdun sont le plus bel exemple de non-coordination des actions d'aménagement.

Aussi bien l'étude que le P.s. Rhône-Alpes a rendue publique samedi dernier ne se contente-t-elle pas d'analyser la montée du chômage total ou partiel, la récession économique, la crise agricole, l'accroissement des disparités internes à la région. Ce document, mis au point par un groupe de travail d'experts économiques et de responsables du Parti socialiste, montre avec précision l'impact qu'aurait sur la région la mise en œuvre du plan de relance économique socialiste récemment proposé par François Mitterrand.

L'ensemble des activités économiques de la région connaît de très graves difficultés. Pour le P.s., une autre politique économique est nécessaire : les socialistes ont étudié de façon précise les effets spécifiques qu'elle aurait sur la région. Constatant l'ampleur sans précédent de la récession des départements Rhône-alpins — ampleur d'ailleurs largement sous-estimée par la présentation officielle des données — le P.s. a voulu formuler une série de propositions destinées d'abord à la sauvegarde de l'emploi et à la recherche du chemin de l'expansion retrouvée.

ROBERT BUTHEAU

Les propositions du P.s. Rhône-Alpes

Les élus socialistes évoquant au cours d'un entretien avec la presse sur les 10 000 emplois créés d'ici février 1976 par le plan gouvernemental — à supposer que celui-ci ait les effets que Fourcade lui prête... — notent : « Nous mettons le Pouvoir au défi de prouver que l'impact régional des mesures qu'il a prises correspond à la gravité de la situation et enrayera la marche vers les 120 000 chômeurs Rhône-alpins ». Une autre politique est donc nécessaire et le comité régional du P.s. montre qu'il est possible de relancer l'économie régionale en mettant en œuvre le plan économique proposé par François Mitterrand. Il a fait un travail très sérieux pour analyser et chiffrer les retombées régionales.

Création d'emplois : 11 000 emplois publics, dont 2 300 dans l'Education, 2 500 dans les P.t.t., 2 800 pour les collectivités locales, 1 400 pour les affaires sociales et la santé, etc. S'y ajouteraient 16 000 emplois dans les entreprises privées, résultant de la relance de la consommation et des investissements.

Libération d'emplois : 80 000 emplois libérés par abaissement de l'âge de la retraite à 60 ou 55 ans.

Autres répercussions non chiffrables : abaissement de la durée du travail à 40 heures (35 heures pour les travaux pénibles) ; aide aux industries de main-d'œuvre et aux investissements créateurs d'emploi ; aide aux collectivités locales.

Total : 107 000 emplois au minimum, auxquels s'ajoutent les effets non chiffrés.

CORSE: POUR UN SOCIALISME DE LA DIVERSITE

PAR LOUIS LE PENSEC

Louis Le Pensec, délégué national du Parti Socialiste pour les problèmes régionaux, revient de Corse où il a mené, à la demande du P.s., une mission d'information. Pour les lecteurs de « l'Unité », il donne ici les premières conclusions de son voyage.

Comment peut-on être Corse ? Le Pouvoir a semblé se le demander pendant longtemps. Mais aujourd'hui il prétend l'avoir compris, à force de promesses non tenues et surtout parce que le sang a coulé. Un préfet corse pour dialoguer avec la population, une Safer — jusque-là « impossible et d'ailleurs inutile » — en principe octroyée, des catalogues de bonnes intentions, et même des mots aimables des plus hautes autorités de l'Etat. Ainsi donc, cette fois c'est la bonne, les Corses peuvent se calmer : on s'occupe de leurs problèmes.

Mais peuvent-ils le croire ? Pour l'heure, les seuls actes tangibles sont répressifs et les Corses seront bien bons de penser que la carotte se profile derrière le bâton ! C'est pourquoi la gauche, et en particulier le P.s., a été amenée à demander la démission de Michel Poniatowski. Il s'agit moins de sanctionner les absurdes démonstrations d'autorité du ministre de l'Intérieur que de donner enfin un gage sérieux d'une volonté d'en finir avec l'abîme d'incompréhension dont on entourait, de Paris, les problèmes insulaires. Un tel geste d'apaisement permettrait alors de poser les problèmes de fond.

Il fallait donc rompre avec cette évolution catastrophique : la jeunesse insulaire, les milieux régionalistes, les forces socialistes, chacun à sa manière l'avait proclamé depuis des années. Un Pouvoir a rarement été aussi souvent alerté d'un risque d'explosion que dans le cas de la Corse. Au point qu'il a envoyé Libert Bou proposer une « charte de développement » aux instances régionales. Mais, aujourd'hui, il faut tirer les leçons de l'impossible dialogue du printemps qui devait finir par la tragédie de l'été.

Du côté du Pouvoir, on ne voulait voir que la dimension économique du problème, niant les réalités politiques, sociales et culturelles qui fondent la spécificité corse. Ainsi Poniatowski — déjà lui ! — s'acharnait à nier cette dernière par la bi-départementalisation, qui aboutissait à normaliser l'île pour en faire une région comme les autres. Pendant que Libert Bou s'efforçait de convaincre !

Du côté des autonomistes, on insistait par trop sur le préalable des changements institutionnels, sans tellement se préoccuper de savoir qui, en Corse, en bénéficierait et dans quel but. L'affirmation de l'identité culturelle du peuple corse risquait alors de masquer le fait qu'entre compatriotes il y a des relations d'exploitation et d'aliénation et que les solidarités de classe avec toutes les victimes de l'exploitation constituent un fait décisif.

Car les « maladresses » dont les tragiques événements récents représentent l'expression exacerbée ne sont pas des accidents aléatoires : ils traduisent les relations structurelles entre l'économique et le politique. Poniatowski a été le révélateur d'une situation dégradée. Il existe, en effet, une sorte de « division du travail » entre l'Etat bureaucratique actuel et le capitalisme, que le peuple corse a subie dans le passé avec une force particulière.

La croissance économique qu'a connue la Corse s'est accomplie au détriment de ses habitants, en les dépossédant, collectivement et individuellement, de leurs richesses. Les activités de type capitaliste qui s'y développent reçoivent une aide massive de l'Etat sous forme d'infrastructures hydrauliques, aériennes et portuaires, par des études d'implantation, par des crédits... Pendant ce temps, la grande majorité des Corses, moins favorisée pour la plupart, est privée de son patrimoine et reléguée dans des emplois subalternes ou dans la recherche de retombées économiques négligeables et aléatoires (pour eux) de la croissance capitaliste.

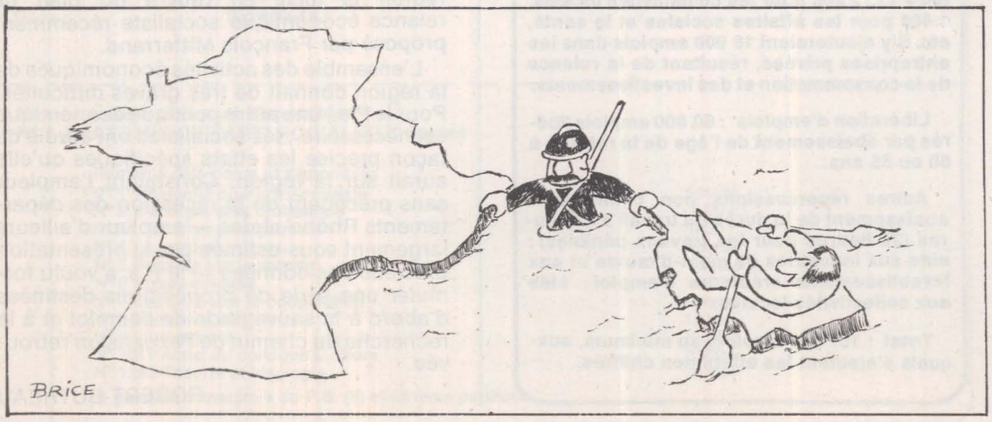
Ce processus est particulièrement évident dans l'agriculture et le tourisme, les deux principales activités de l'île. L'agriculture, naguère si riche de potentialités et si productive, est de plus en plus réduite à la monoculture de la vigne, contrôlée par une population très récemment installée et par une bourgeoisie locale qui profite de la situation : 8 % des viticulteurs qui possèdent les deux tiers des 26 000 hectares de vignobles ont bénéficié de crédits importants refusés aux autres, pour produire un vin de qualité souvent contestable. Pendant ce temps, l'élevage et les cultures vivrières régressaient et l'agriculture de montagne se perdait — plus de 5 000 abandons en 15 ans —, complètement délaissée par l'Etat.

De même pour le tourisme, dont le développement se fait sous le signe du gigantisme : les complexes hôteliers et les villages de vacances, de plus en plus contrôlés par les groupes financiers internationaux, vivent en Corse comme des enclaves étrangères, ne laissant aux Corses que l'aumône de quelques emplois temporaires et provoquant une spéculation foncière effrénée. Un autre type de tourisme s'appuyant sur les possibilités d'hébergement et d'accueil des habitants, envisagé naguère un moment, n'a pas été retenu.

Ainsi, l'Etat sait intervenir, parfois massivement, pour aider une croissance de type capitaliste, avec toutes ses conséquences — en matière de chômage et de déqualification, notamment. Mais, en même temps, il ignore les possibilités d'un autre type de développement, par et pour les Corses eux-mêmes, en laissant dépérir les activités riches de potentialités dans ce sens. Quand l'Etat intervient ou n'intervient pas, ce n'est pas au hasard, mais en fonction des intérêts de classe dominants : il soutient une croissance de type capitaliste, réalisée surtout en Corse par de grandes sociétés continentales ou multinationales, et à laquelle la bourgeoisie corse est plus ou moins associée. Il institutionnalise une rentabilité financière, en fonction du profit, au regard de laquelle il s'efforce de faire passer pour archaïque un autre type de développement, expression des potentialités authentiques du pays, mais dont la rentabilité financière est faible.

Ainsi, la logique de l'accumulation capitaliste conduit à multiplier les risques d'explosion sociale, que l'Etat s'emploie à neutraliser ou à réprimer quand ils surviennent, jurant de sa bonne foi pour le passé et de ses bonnes intentions pour l'avenir. Alors qu'il est politiquement le grand responsable de la situation.

Les Corses sont bien placés pour connaître cette hypocrisie, ce double jeu du discours de l'Etat, puisque la crise économique, qui s'y préparait depuis longtemps, y est aggravée par la crise des institutions, qui empêche le peuple corse d'exprimer ses choix et qui le dépossède politiquement. Ses manifestations bien connues (fraude électorale, système des clans) sont l'expression de la réaction de la bourgeoisie corse à cette dépossession, avec la complicité de la bureaucratie centrale : ils traduisent le compromis passé entre eux, qui les rend solidaires. C'est pourquoi, « sur le continent », il est de bon ton de s'indigner ou de se moquer de la fraude et des clans en Corse. Mais le



gouvernement ne prend jamais les mesures qui s'imposent.

Cette imbrication entre l'économique et le politique, entre les aspects économiques, sociaux, culturels et institutionnels donne toute la mesure de la crise actuelle en Corse.

Aujourd'hui, après Aléria, les socialistes proposent aux forces vives de l'île un débat pour préciser le contenu de la revendication centrale actuelle : l'autogestion de la région corse.

Celle-ci peut se définir ainsi : l'appropriation, par la collectivité considérée, de ses principaux moyens de production, plus une autonomie de gestion, plus une gestion démocratique.

▶L'appropriation collective des principaux moyens de production : il s'agit de la reconnaissance et de la mise en application d'une propriété publique régionale. Outre les transports, elle devrait concerner une banque de développement, une société de commercialisation de produits corses... De même, la planification régionale, impérative, parce que élaborée avec le concours de tous les intéressés, constituerait une pièce décisive de cette société communautaire et démocratique qui caractérise le socialisme.

▶L'autonomie de gestion, s'appuyant sur de larges transferts de compétences, permettrait à la Corse de préserver et de développer son identité dans de nombreux domaines, dès lors que l'appartenance à la République française sera assurée dans les secteurs essentiels qui permettent de concrétiser une solidarité nationale : on pense ici notamment au rôle du Plan et du budget de la nation, à la monnaie, à la Justice, à la validation nationale des diplômes d'enseignement, au statut de la Fonction publique...

▶La gestion démocratique de la région constitue aujourd'hui le point qui fait le moins de difficultés dans son énoncé, si ce n'est du côté du gouvernement et de ses soutiens : Assemblée régionale élue au suffrage universel direct et à la proportionnelle, exécutif élu, suppression des préfets, Comité économique et social et Comité culturel véritablement représentatifs... Toutes ces propositions figurent à la fois dans le programme commun de gouvernement, dans notre proposition de loi sur l'organisation régionale de 1973, dans la profession de foi des autonomistes et ont même reçu l'approbation, sincère ou non, des élus corses de droite.

Nous avons pu mesurer l'écho profond que rencontre cette proposition. Au moment où le Pouvoir, malgré des déclarations d'intention destinées à tromper l'opinion, garde en alerte ses moyens de répression, les socialistes affirment leur solidarité avec le peuple corse et lui proposent d'œuvrer ensemble pour un socialisme de la diversité.

OPERATION 1000 ENTREPRISES

PAR ALAIN RANNOU

délégué national du P.S.
aux entreprises

Le capitalisme a lancé une vaste offensive contre les travailleurs de notre pays. Face à cela, le Parti socialiste, parce qu'il est une des organisations porteuses des espoirs de la classe ouvrière, a pris ses responsabilités.

Nous voulions montrer qu'une autre politique est possible. C'est pourquoi François Mitterrand, lors de la session extraordinaire du Parlement, a proposé un plan de relance économique. Appuyé sur l'expérience du Parti, sur son contact permanent avec toutes les couches exploitées de la population, nous avons dit concrètement comment nous pourrions aujourd'hui mettre en œuvre le programme commun.

Mais la politique n'est pas seulement le jeu des institutions politiques. Nous ne sommes pas le parti qui promet pour demain afin de récolter le maximum de suffrages. Nous sommes le parti qui agit aujourd'hui pour ouvrir les perspectives d'une autre société. Nous savons qu'il faudra des changements profonds dans la politique française pour résoudre durablement les problèmes d'inflation, de vie chère. Seule une gauche au pouvoir, combattant résolument un système d'exploitation et d'oppression, peut permettre de sortir d'une crise fécondée, entretenue par ce système. Nous nous en donnons les moyens et nous souhaiterions ne pas être trop seuls dans cette lutte. Nous aurions souhaité une campagne commune avec le Parti communiste. Dans les faits, il la refuse. Nous prendrons nos responsabilités.

Il est possible, dès aujourd'hui, de faire reculer le Pouvoir et l'intérêt de la grande majorité des Français l'exige. Le combat contre l'inflation doit être mené au plan politique général, certes. Mais il faut aussi se battre dans chaque entreprise : l'inflation prend naissance au niveau de la production, et c'est là qu'il faut faire avorter cette politique. La mobilisation doit s'effectuer, dans chaque entreprise, contre les hausses abusives de prix pratiquées éventuellement par l'entreprise. Si ce mot d'ordre est pris en charge par la grande masse des travailleurs, la lutte des organisations politiques prendra alors tout son sens, et deviendra réellement efficace.

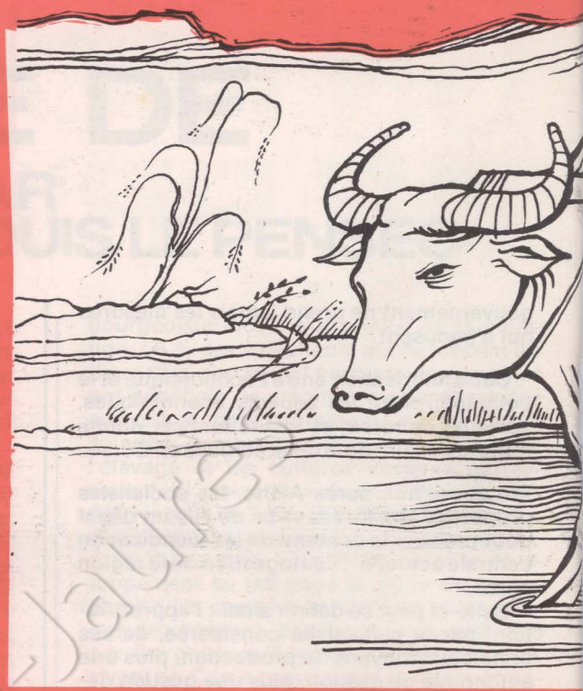
Il en est de même pour le chômage. Seul un droit de veto des travailleurs, par l'intermédiaire de leurs représentants au comité d'entreprise, peut bloquer la volonté patronale d'accroître ses profits au détriment des salariés. C'est pour cela que le Parti socialiste va déposer une proposition de loi visant à amplifier les droits des comités d'entreprise. Il faut qu'un comité d'entreprise puisse intervenir avant un dépôt de bilan pour rétablir la situation périlleuse pour l'entreprise, et donc pour l'emploi de ses salariés ; il doit détenir un droit de veto contre des licenciements sans plan de reclassement assurant aux travailleurs un emploi dans la même région, à salaire et qualification égaux ; enfin, il doit avoir le pouvoir d'arrêter un atelier si les conditions de travail se détériorent, ou s'il y a un danger immédiat pour la santé ou la vie des travailleurs.

Tels sont les objectifs de notre combat politique dans l'entreprise. Car nous croyons qu'il ne suffit pas de soutenir les revendications syndicales pour que les salaires suivent l'évolution des prix, pour que le chômage soit correctement indemnisé, pour que l'emploi soit préservé. Le sens de notre campagne dans les entreprises est de proposer des objectifs de lutte politique qui soient une réponse à la situation actuelle. Les organisations syndicales mènent la lutte revendicative, notre responsabilité est de mener la lutte politique. Sinon, qui le ferait à notre place ? Si nous ne cherchons à aucun prix à nous substituer aux syndicats pour ce qui relève de leurs responsabilités, nous entendons assumer pleinement les nôtres.

Nous ne nous contentons pas d'ailleurs de proposer aux Français une autre politique et de mener dans l'entreprise le combat contre la vie chère et le chômage. Encore faut-il prendre en charge ceux qui subissent les méfaits de la politique du Pouvoir : les chômeurs. Il est nécessaire qu'ils s'organisent pour prendre conscience de leur force, pour défendre leurs intérêts immédiats et mettre en cause la politique qui fait d'eux des chômeurs.

N'en déplaise à Edmond Maire, pour notre Parti, aujourd'hui, l'heure est à l'action. Et nous regrettons comme lui que cette action ne soit pas prise en charge par l'ensemble de la gauche.

SUD-VIETNAM: L'ART DE REVIVRE



Nous avons publié la semaine dernière l'entretien exclusif que le Premier ministre sud-vietnamien Huynh Tan Phat a accordé à notre collaborateur Wilfred Burchett. Il nous rapporte, cette semaine, des images saisissantes du nouveau Sud-Vietnam. Témoignage d'autant plus précieux que Wilfred Burchett est un des très rares journalistes occidentaux dont les liens d'amitié avec les dirigeants révolutionnaires ont été noués il y a de nombreuses années.

L'effondrement des compradores[1] de Saigon

De notre envoyé spécial

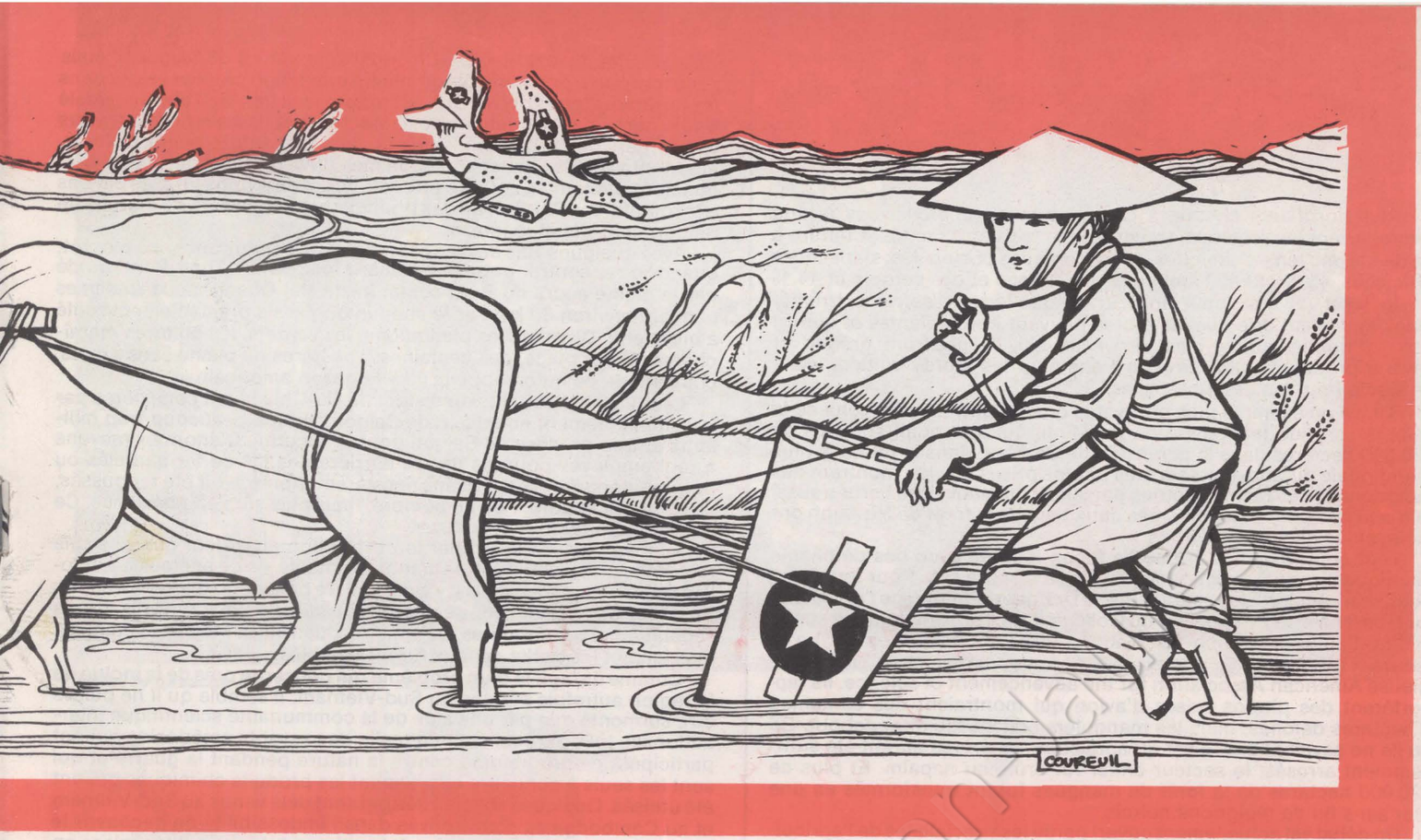
A l'aube du 11 septembre les forces armées de sécurité firent irruption dans les maisons des plus riches familles — principalement des Chinois — de Cholon, la moitié chinoise de Ville-Ho Chi Minh. C'était le commencement d'une campagne d'envergure nationale qui, en peu de jours, aboutit à l'arrestation de plusieurs centaines de spéculateurs, trafiquants et spécialistes du marché noir. Leurs entrepôts furent saisis (alors qu'un grand nombre des plus riches avaient déjà filé à l'étranger) et on fit un inventaire de leur contenu. Les personnes arrêtées furent accusées de profits illégaux et d'un grand nombre d'autres délits économiques. Les journaux saigonnais du 11 publiaient, sous de gros titres, la déclaration en 14 points signée par le Premier ministre Huynh Tan Phat quelques heures avant et annonçant des mesures pour donner une impulsion à l'industrie et au commerce et, dans le même temps, mettre à bas « les capitalistes compradores qui ont monopolisé et illégalement trafiqué sur les marchandises en cassant les marchés. »

A ce moment-là, beaucoup de gens étaient sur le chemin de leur travail et il y eut des manifestations de travailleurs, petits commerçants, ménagères et d'autres, défilant à travers les rues en portant des pancartes qui demandaient des sanctions contre les trafiquants et autres profiteurs afin de « nettoyer » le commerce, le contrôle des prix, etc. La plus grande manifestation, composée de délégations de la plupart des syndicats, traversa le marché central répétant les slogans criés par les leaders sous le regard effrayé des marchands à l'abri derrière leurs vitrines. D'autres groupes, venant de toute évidence des quartiers les plus pauvres de la ville, envahirent un magasin fréquenté naguère par les « Européens » — en dépit d'une averse tropicale qui dégoulinait sur les manifestants et effaçait les slogans de leurs calicots. Parmi les plus militants des manifestants, on trouvait des travailleurs chinois et le petit peuple commerçant du cœur de Cholon.

Alors que le haut-parleur de la ville commençait à diffuser les premiers résultats de la capture des marchandises, les effets sur les prix furent spectaculaires. Dans les premières heures de ce 11 septembre, je trouvai l'habituelle abondance de nourriture et de textile dans l'énorme marché central. Le marché était étrangement mou, mais il y avait, de façon inhabituelle, de vifs échanges entre clients et commerçants. Vers midi, ces derniers commencèrent à descendre leurs prix. Quand il fut annoncé que 4 millions de mètres de soie et de coton avaient été trouvés dans les entrepôts du « roi du textile » La Nghia, les prix au mètre de la soie et du coton chutèrent de 30 à 50 %. Quand la découverte de stocks de nourriture trafiquée fut annoncée, le sucre tomba de 2 400 piastres (800 piastres valent officiellement 1 dollar) à 1 800 piastres — il devait chuter encore plus dans les jours suivants. Le tulle à moustiquaire dégringola de 32 000 piastres le rouleau à 18 000 piastres en quelques minutes. « Ce qui manquait sur les marchés fut trouvé dans les entrepôts des spéculateurs », écrivait le « Liberation Daily » le lendemain matin.

Dans une interview exclusive qu'il m'accorda quelques heures avant que les opérations ne commencent **(Voir « l'Unité » du 26 septembre),** le Premier ministre Huynh Tan Phat m'avait dit comment les capitalistes compradores avaient artificiellement cassé le marché « afin de semer le désordre et nous rendre responsables du mécontentement provoqué par la hausse des prix et la pénurie de nourriture. » Quand les prix du sucre, du sel, des cigarettes et d'autres marchandises augmentèrent, la rumeur se propagea que c'était à cause des

(1) Le terme « comprador » était utilisé pour désigner les agents chinois des compagnies étrangères commerçant avec la Chine. Dans le Sud-Est asiatique, les descendants de ces agents ont fondé des empires commerciaux et devinrent ainsi « les capitalistes compradores ».



énormes quantités de marchandises qui avaient été « larguées » sur Hanoï. Mais personne n'avait acheté de riz. Dans les échoppes, les marchands étaient assis mélancoliquement sur des sacs rebondis, mais il n'y avait pas de clients. Un ou deux jours plus tôt, le gouvernement avait procédé à une régulation sur le prix du riz dans les centres de distribution où ce produit était maintenant vendu 180 piastres le kilo, alors que dans les boutiques il était encore vendu de 220 à 280 piastres le kilo.

Dans la soirée du 11 septembre, le général Ma Chi Tho, commandant du comité militaire, qui administre encore Ville-Ho Chi Minh, rencontra un grand nombre d'industriels et de commerçants dans le plus grand cinéma de la ville, le Rex. Le but était de répondre aux « cinq plaies » des cités capitalistes. Cela pouvait se résumer ainsi : les capitalistes compradores aujourd'hui, pourquoi pas le capitalisme en général, demain ? Dans ses réponses, le général Ma Chi Tho se basa principalement sur la déclaration en 14 points qui avait été publiée le matin même. Son propos était de faire une claire distinction entre les capitalistes compradores, qui avaient toujours servi les intérêts étrangers, et le capitalisme « national », qui avait souffert des agissements des compradores et de l'étranger et qui aurait un rôle important à jouer dans la reconstruction économique du pays. Mais il fut rappelé que le rôle principal devait être joué par l'Etat.

La déclaration en 14 points, avec son préambule et les explications du général Ma Chi Tho, permet de se faire une plus claire idée de la politique économique entreprise par la nouvelle administration révolutionnaire.

Il est bien évident que l'effondrement des compradores fut extrêmement populaire car c'était une mesure attendue de longue date. Depuis des générations, personne n'avait osé mettre un doigt sur eux. Ils avaient été les agents des Français, des Japonais, des Américains, ainsi que des régimes fantoches installés par l'envahisseur étranger. La clarification de la politique économique fut également très bien reçue, non seulement par les petits industriels, les petits commerçants, la classe ouvrière et les consommateurs en général, mais aussi par les techniciens et les travailleurs scientifiques qui n'étaient pas tout à fait certains que l'avenir leur serait personnellement favorable. Une semaine apprès la déclaration en 14 points, je demandai à un cadre supérieur de la nouvelle administration dont le travail « est de suivre le pouls de l'opinion publique » comment toute cette action et ses prolongements politiques avaient été reçus : « A l'exception d'une poignée de gens qui nous hait et qui s'oppose à tout ce que nous faisons, cela a été extrêmement bien reçu. C'est la chose la plus populaire que nous ayons faite après, bien sûr, la défaite militaire du gouvernement fantoche. »

Le 13 septembre, le gouvernement annonça qu'en plus de la distribution par l'Etat de riz et de pétrole — ce dernier à 250 piastres le litre au lieu de 600 dans le commerce privé — des magasins d'Etat vendraient bientôt à des prix fixés un grand nombre de produits de consommation courante, notamment alimentaires.

La guerre contre la nature

Un des souvenirs les plus amers de ce que la lutte pour la libération nationale coûta au peuple sud-vietnamien et à la nature qui l'environne fut montré à l'exposition sur les crimes de guerre qui s'ouvrit à Ville-Ho Chi Minh peu de temps après les fêtes célébrant le 30e anniversaire de la création de la République du Nord-Vietnam et la victoire historique de ce qu'on appelle officiellement « l'offensive du printemps 1975 et des peuples debout ».

Dans le jardin conduisant à l'exposition principale se trouvaient quelques armes américaines, notamment deux énormes bombes parachutées de 7 tonnes, avec 5 détonateurs dans le nez assurant une explosion horizontale et non verticale, afin de faire le maximum de ravages au niveau du sol. Les Américains les avaient gaiement surnommées « les faucheurs de marguerites ». A partir d'un film en couleurs américain, pris à l'ennemi et qui fut projeté lors de l'exposition, on pouvait voir ces monstres toucher terre et, dans une explosion identique au champignon nucléaire, embraser immédiatement, comme des allumettes, les géants de la jungle à qui il avait fallu des siècles pour grandir. Tout était soufflé sur plusieurs kilomètres carrés — officiellement pour créer une piste d'hélicoptères — et toute vie sur une vaste étendue était détruite.

Il y avait aussi une mince C.b.u. 55, émaillée blanche, la dernière et la plus « sophistiquée » des porteuses de mort utilisées en Indochine. Elle pouvait arroser une étendue « aussi grande qu'un terrain de base-ball avec un gaz hautement inflammable qui carbonisait, supprimait l'oxygène et, bien sûr, tuait quiconque se trouvait dans son champ d'opération. Les Américains furent très en colère quand la preuve de l'utilisation de cette arme « top secret » fut rapportée du Cambodge par Paul Léandri, de l'agence France Presse — assassiné quelque temps plus tard par un policier saigonnais, parce qu'il avait révélé que c'étaient des montagnards et non des Nord-Vietnamiens qui étaient entrés les premiers à Ban Me Thuot, au commencement de l'offensive de printemps.

→

SUD-VIETNAM: L'ART DE REVIVRE

Plus horrifiants encore, à cause de leurs répercussions à long terme, furent les résultats obtenus dans la guerre contre la nature à l'aide de moyens chimiques et mécaniques. Selon les statistiques officielles, 43 % (13 000 km2) des plantations et des vergers et 44 % de la forêt (25 000 km2) sont irrémédiablement détruits. Irrémédiablement veut dire que les arbres peuvent être replantés et que, si rien « d'irrémédiable » n'est arrivé au sol, ils pourront grandir et devenir productifs dans environ 5 ans pour les arbres fruitiers, dans un siècle pour les essences rares.

S'il y a un exemple plus effroyable que les autres, c'est celui de la célèbre forêt de manguiers de Hu-Minh, qui s'étendait sur plus de 150 000 hectares dans la péninsule de Ca-Mau, dans la partie la plus méridionale du Sud-Vietnam. Les photos prises d'avion montrent des moignons et des racines flétries parsemés de mauvaises herbes aussi loin que le regard peut aller. Les deux tiers de la forêt de Hu-Minh ont été irrémédiablement détruits.

Tout ce secteur fut arrosé de façon répétée avec des défoliants chimiques jusqu'à ce que tout feuillage disparaisse. Pour leur honneur, deux écologistes américains, le Dr Egbert Pfeiffer, de l'université du Montana et le Pr Westing, du Collège d'Huston, ont enquêté sur ce cas particulier ainsi que sur d'autres atrocités commises contre la nature, et ils ont élevé une protestation mondiale incluant la prestigieuse American Association for the advancement of science. Ils rapportèrent des photos prises d'avion qui montraient des centaines d'hectares défoliés, mais les manguiers étaient toujours debout. Ce qu'ils ne savaient pas, c'est qu'après que les arbres eurent été suffisamment arrosés, le secteur entier fut brûlé au napalm. Et plus de 120 000 hectares de la forêt de mangues furent transformés en une mer sans fin de moignons noircis.

Un débat est actuellement ouvert parmi les spécialistes de l'agriculture du Sud-Vietnam sur ce qui doit être fait dans ces régions transformées en désert. Reconvertir toutes ces régions pour la culture du riz ? Implanter des établissements de pisciculture allant de la crevette au crocodile ? Replanter — en utilisant des hélicoptères pour semer les graines — la forêt telle qu'elle était, ce qui prendra un siècle ? Quelles que soient les options prises, que ce soit à court terme ou à long terme, il faudra d'énormes investissements en temps et en argent pour faire de la forêt Hu-Minh un secteur de production comparable en valeur à ce qu'elle était avant que les experts de la guerre chimique américaine décident de l'ajouter à la liste de leurs crimes.

J'ai visité de nouveau Cu-Chi, à 20 km au nord de Saigon. J'étais venu ici pour la première fois en 1964, durant mon premier séjour dans les territoires tenus par le F.n.l. Je me souviens très bien d'avoir pédalé à vélo parmi des plantations de caoutchouc et de cocotiers, à travers des vergers de citronniers, de manguiers et d'autres arbres fruitiers, alternant avec des bananeraies. Je me souviens aussi du village typiquement vietnamien entouré de bambous et de jardins arrosés par des jets rotatifs. Cu-Chi était un des principaux fournisseurs du marché de Saigon en fruits et légumes.

Avec quelques-uns de mes compagnons, connus onze ans plus tôt, quand je rencontrai pour la première fois Huynh Than Phat, guidé par le même cadre du Parti communiste Hai Quang, nous roulâmes pendant environ 30 km sur le chemin où j'avais préalablement roulé à bicyclette. Disparus les plantations, les vergers, les cultures maraîchères. A leur place, des centaines d'hectares de plaine sans arbres, couverts de ce qu'on appelle ici « le gazon américain ».

Les 120 000 habitants du district de Cu-Chi étaient considérés par le commandement américain de Saigon comme beaucoup trop militants et trop proches de Saigon pour la sécurité. D'énormes moyens furent employés pour les mettre derrière des fils de fer barbelés ou pour les déporter. Les paysans résistèrent. Après avoir été repoussés, ils revinrent encore. Peu en nombre, mais plus sûrs en résistance. Ce fut une lutte qui dura dix ans.

« La volonté de faire aller la destruction aussi loin que possible remonte à 1969, me dit Hai Quang. La totalité de ce secteur fut défoliée en plusieurs fois, mais il y avait encore beaucoup d'arbres debout. En 1969, des bulldozers géants furent utilisés pour tout niveler, la végétation et les dernières maisons reconstruites. Même les étangs à poissons et les petits canaux furent comblés. »

Comme il s'agit là d'un problème qui concerne près de la moitié de la région autrefois plantée du Sud-Vietnam. il semble qu'il ne puisse être surmonté que par une aide de la communauté scientifique internationale, tout particulièrement celle des savants américains qui ont participé à ce programme contre la nature pendant la guerre et qui sont les seuls à connaître exactement les produits chimiques qui ont été utilisés. Quelques spécialistes qui sont déjà venus au Sud-Vietnam et au Cambodge se sont trouvés dans l'impossibilité de découvrir le secret des produits qui avaient été utilisés et des quantités mises en œuvre.

Dans les régions de vergers telles que les provinces de My-Tho et Can-Tho, dans la zone exceptionnellement fertile du delta du Mékong, j'ai constaté que la nature avait opposé une résistance opiniâtre aux défoliants chimiques. Dans plusieurs villages qui avaient fait l'objet d'arrosages répétés pendant deux ou trois ans, les arbres ont commencé à repousser et ont retrouvé maintenant leurs épais feuillages et des fruits abondants. Il est vrai qu'il était difficile de traiter au bulldozer cette région boueuse du delta...

Le succès de «l'urbanisation» américaine

Si un Américain peut revendiquer un « succès limité » au Sud-Vietnam, ce pourrait être le Dr Samuel Huntington, ancien professeur à l'université de Harvard et conseiller spécial de la Maison Blanche pour le Vietnam. Considéré comme un expert de la science américaine sur ces problèmes, il inventa la politique apparemment rassurante d'« urbanisation » Cela n'avait rien à voir avec une planification urbaine comme on pourrait le penser, mais signifiait tout simplement le massacre de la population rurale sud-vietnamienne afin de contraindre les survivants à chercher refuge dans les villes, beaucoup plus faciles à contrôler. « Quand on ne peut attraper le poisson qui nage dans la mer, il faut vider la mer pour faire mourir le poisson ». C'est ainsi que fut mise sur pied cette politique des réfugiés aux termes de laquelle il s'agissait d'évacuer les habitants des zones prétendues sous contrôle vietcong, mais en fait de toutes les régions rurales susceptibles d'être bombardées.

La politique du Dr Huntington fut efficace. Selon une étude statistique officielle du Sud-Vietnam publiée en 1975, la proportion de population installée dans les villes est passée de 15 % en 1960 à 43 % en 1972, ce qui, par contrecoup évident, faisait diminuer la population rurale de 85 % à 57 % durant la même période. Si l'on doute encore de cette accélération de l'« urbanisation » dans la dernière phase de la guerre, la même statistique précise que la population de Saigon est passée de 1,8 million en 1972 à 3,8 millions au 30 avril 1975.

Il est donc certain que la politique dite d'« urbanisation » a considérablement gonflé la population des villes. Mais le poisson trouvait encore suffisamment d'eau pour nager et survivre. L'une des surprises les plus incroyables que j'ai eues au cours de mon séjour — le premier au Sud-Vietnam depuis près de 9 ans — a été de découvrir la très forte proportion de ceux que j'avais connus autrefois et qui ont survécu. Depuis le président Nguyen Huu Tho — que j'avais chaque fois rencontré dans ses quartiers généraux de la jungle à 40 ou 50 km de Saigon — et le Premier ministre Huynh Tan Phat jusqu'au cadres moyens du F.n.l. et du parti Lao Dong, presque tous ceux que j'avais eu l'occasion de connaître sont encore vivants. Alors que la plupart d'entre eux s'étaient trouvés aux points les plus chauds, y compris à Saigon même, pendant toute la guerre. Maintenant, que cette lutte de 30 ans est terminée, beaucoup de secrets sont révélés. On sait ainsi que la ville de Py-Tho, dans le delta du Mékong, abritait l'une des cachettes les plus sûres pour les cadres révolutionnaires, non seulement pendant la résistance contre les Américains, mais aussi pendant la guerre contre la France : la très ancienne et très vaste pagode bouddhiste de Vinh Trang !

La nouvelle administration a tout mis en œuvre pour encourager les paysans à regagner leurs terres. Chaque membre d'une famille reçoit une ration quotidienne de riz et une petite contribution en argent jusqu'à ce que la terre commence à produire. Egalement des semences et des engrais. Si les agriculteurs acceptent d'aller dans les « terres vierges », l'Etat prend à sa charge les premiers travaux d'établissement et de mise en état de la terre. De jeunes officiers et soldats de l'ancienne armée de Thieu sont également encouragés à regagner leur village et, s'ils ne retrouvent pas leurs anciennes terres, ils reçoivent des parcelles égales en quantité et en qualité à celles qu'ils possédaient. Des emprunts à court et à long terme sont offerts aux individus ou groupes qui se lancent dans la production de grains ou dans l'élevage, spécialement celui des porcs et de la volaille. Les taux d'intérêt, qui varient de 6 à 9 %, favorisent l'organisation de coopératives. Une note originale : si les gens qui vont s'installer dans les « terres vierges » possèdent à Saigon une maison qui peut être démontée et reconstruite, le gouvernement fournit l'aide nécessaire, tandis que d'autres peuvent recevoir gratuitement des meubles en attendant leur installation définitive. Des équipes de maçons sans emploi à Saigon sont déjà sur place, construisant de nouveaux villages pour les futurs arrivants.



Après le passage des bombardiers américains.



La reconstruction.

Reconversion d'un char américain en machine agricole.



SUD-VIETNAM: L'ART DE REVIVRE

Il est encore trop tôt pour savoir combien de personnes seront attirées par les projets concernant les « terres vierges », car c'est seulement le 6 septembre dernier que les propositions d'aide financières ont été rendues publiques. Mais il est certain qu'il y a déjà un mouvement important de retour vers leurs villages parmi ceux qui ont été « urbanisés » de force. Un élément rend les choses difficiles : en détruisant les villages et la végétation environnante, les Américains ont aussi détruit les tombes ancestrales. Or, pour beaucoup de paysans vietnamiens à l'esprit conservateur, leur village ne compte plus à leurs yeux s'ils n'y retrouvent plus les tombes de leurs ancêtres.

Ce qu'ils ont laissé derrière eux

« Nous ressentons toujours une grande haine envers les Américains pour toutes les souffrances et destructions qu'ils ont infligées à notre pays, mais nous devons admettre qu'ils ont laissé derrière eux une grande quantité d'entreprises industrielles » : cette observation est faite devant moi par Huynh Van Tao, leader de l'organisation syndicale de libération, un vétéran révolutionnaire, qui avait la responsabilité de s'emparer de ces usines à la veille du 30 avril, de s'assurer qu'elles étaient en état de marche et d'organiser les travailleurs depuis cette date pour maintenir la production.

Parmi les nouveaux complexes industriels dont le Sud-Vietnam a ainsi hérité, se trouve une entreprise de fibres de polyester — apparemment la plus moderne de toutes celles que l'on peut rencontrer dans le monde socialiste — des abattoirs ultra-modernes du type Chicago — non complètement achevés — où l'on fait entrer les porcs d'un côté, tandis qu'on recupère de l'autre le jambon et les saucisses — un complexe pharmaceutique capable de fournir les besoins en médicaments de la majorité des Vietnamiens du Nord et du Sud lorsqu'il aura atteint sa pleine capacité de production, des usines textiles pour une capacité de 300 millions de mètres par an à Saigon seulement, des usines frigorifiques pour le poisson, des fabriques de papier, de cellulose, de produits chimiques, etc.

Il y a à l'heure actuelle, à Saigon, 500 grosses usines employant chacune de 500 à 5 000 travailleurs. Le nombre total d'ouvriers dans ces entreprises atteint maintenant près de 300 000, dont 60 000 dans la seule industrie textile. Beaucoup de ces usines travaillaient avec des matières premières principalement importées des Etats-Unis. Mais le nouveau gouvernement se préoccupe déjà de trouver des zones convenant à la production du coton et, en attendant, un premier chargement de coton soviétique est arrivé le 7 septembre. On a d'autre part découvert des matières premières pour l'usine de polyester, en quantité suffisante pour assurer plusieurs années de production.

« Lorsque toutes les usines travailleront à plein temps, m'a dit Huynh Van Tam, Ville-Ho Chi Minh sera le plus gros centre industriel de tout le Sud-Est asiatique. » Mon interlocuteur est particulièrement heureux du fait que 99 % des techniciens et spécialistes américains sont restés au Sud-Vietnam. Sans doute plusieurs d'entre eux seraient partis s'ils en avaient eu le temps. « Ils nous sont très utiles, me dit Huynh Van Tam, dans la mesure où il y a une très grande proportion d'équipements américains. Il est vrai que certains d'entre eux avaient été entraînés également comme agents de renseignements, mais nous leur avons expliqué que les choses ont changé. Nous sommes prêts à leur faire confiance et nous pensons qu'une grande majorité d'entre eux désirent maintenant sincèrement nous aider à construire notre pays. »

Au soir du 30 avril, Huynh Van Tam, grâce à une organisation efficace qui était restée clandestine jusqu'à ce jour-là, avait présenté aux nouvelles autorités un inventaire complet de toutes les installations industrielles dans la région de Saigon déjà rebaptisées Ville-Ho Chi Minh. La seule chose qui manquait était de savoir précisément qui étaient les propriétaires et les directeurs. Mais, en l'espace de 48 heures, il fut clair que les propriétaires, directeurs et managers de 70 % des industries de Saigon avaient pris la fuite. Le 1er mai fut évidemment un jour de fête à double titre, mais, le 2 mai, la plupart des usines travaillaient à nouveau avec des directeurs fournis par le comité militaire de la ville.



Distribution d'essence.



Le « marché aux voleurs » de Saigon.

Evoquant l'idée d'une économie unique pour l'ensemble du Vietnam au cours de son allocution du 2 septembre à Hanoi à l'occasion de la fête nationale, le Premier ministre Pham Van Dong a déclaré notamment : « Nous appelons les « capitalistes nationaux » à mettre tout leur talent et leur ardeur au service de la grande cause de la nation, maintenant que notre pays est devenu libre et indépendant. A partir d'un plan pour l'ensemble du pays, le Sud-Vietnam fera d'immenses progrès. Ville-Ho Chi Minh jouera un rôle important dans de nombreux domaines et pourra élargir ses relations avec les pays du Sud-Est asiatique et du reste du monde. »

Les plus grandes ressources que le Sud pourrait apporter à une économie nationale de l'ensemble du Vietnam sont constituées par les réserves de pétrole au large des côtes, dont l'existence est maintenant confirmée. On observe à ce sujet une grande discrétion à Saigon, mais on croit généralement que le nouveau gouvernement a déjà pris contact avec deux compagnies américaines qui ont obtenu des résultats positifs dans leur prospection.

Le programme politique du F.n.l., qui a été intégré dans celui du gouvernement révolutionnaire provisoire, prévoit la nationalisation de toutes les ressources naturelles importantes, ce qui comprend naturellement le pétrole. Cela n'exclut pas la coopération avec des compagnies étrangères, y compris les compagnies américaines, à condition que des modalités financières mutuellement acceptables soient trouvées et que le gouvernement américain mette fin à son refus actuel de toute relation commerciale entre les Etats-Unis et les deux Vietnam.

Il n'y a aucune tendance au Sud-Vietnam à sous-estimer la qualité de la technique occidentale et spécialement américaine. « Le Vietnam sera un pays socialiste disposant à la fois de la technique socialiste et de la technique occidentale la plus avancée », m'a dit l'un des principaux responsables du nouveau Sud-Vietnam. « Nous pensons que cela est très important pour permettre au Vietnam socialiste d'atteindre le niveau le plus élevé. »

Il ne fait aucun doute qu'avec leur énergie et leur esprit d'invention, s'il est un peuple qui peut tirer le meilleur parti de ce que les Américains ont laissé derrière eux, ce sont bien les Vietnamiens.

WILFRED BURCHETT

Pétroliers

A QUI PERD GAGNE...

L'Opep a été « sage » : 10 % d'augmentation du prix du brut après la perte de revenu causée par l'inflation mondiale, c'est peu. Même si, pour les pays les plus démunis, c'est beaucoup. Après les hausses de 1973-1974, toute une littérature a vu le jour sur les « nouveaux riches du pétrole ». Les chiffres semblaient clairs : en quelques jours, quelques mois, quelques années les pays producteurs de pétrole allaient pouvoir acheter le monde. Certes, quelques achats ont eu lieu. Mais ils furent rares. Car, au fil des mois, la nouvelle rente pétrolière a été laminée.

La hausse des prix, dans les pays industrialisés se mesure sur un ensemble de produits mis en liberté surveillée. Contrôle, subventions, toutes les armes d'un Etat sont mises en œuvre pour que la hausse mesurée soit tolérable. Mais les prix d'un marché national sont souvent très différents de ceux du marché international. On a calculé qu'entre 1973 et 1974 les émirats arabes ont vu le coût de leurs importations en provenance de la R.f.a. augmenter, en tonnage égal, de 234 % ! Un calcul simple serait révélateur : que peut acheter un pays producteur contre un baril de pétrole ? Qu'il s'agisse des produits alimentaires, des équipements lourds, tous les calculs montreront que si le prix du baril a effectivement été multiplié par quatre, par le jeu des hausses de prix provoquées par les pays industriels — qui sont aussi les pays producteurs de céréales — le pouvoir d'achat d'un baril de pétrole n'a pas été multiplié par quatre, loin de là.

A ce « rabotage » s'ajoute la baisse de production. Pour les seuls pays du Proche-Orient, celle-ci atteint plus de 16 % cette année. C'est dire si les « revenus » pétroliers ont diminué. D'autant qu'à l'inflation mondiale et à la baisse de production s'est ajoutée la « baisse » du dollar. Sauf pour les produits achetés aux Etats-Unis, cette baisse s'est transformée en hausse des prix des produits achetés. Cet ensemble de faits montre le besoin qu'ont les pays producteurs d'un système monétaire international stable et d'une revalorisation de leur seule richesse : le pétrole.

Pauvres pétroliers

L'Opep étant toutefois une organisation multinationale où les clivages sont nombreux, un compromis était indispensable : ce fut celui trouvé à Vienne, 10 % d'augmentation à partir du 1er octobre et gel des prix jusqu'à la fin du premier semestre 1976. Cette mesure va, toutefois, permettre aux gouvernements des pays industrialisés de faire retomber la responsabilité de l'inflation sur les pays producteurs de pétrole. De savants calculs, faits par les compagnies pétrolières, viennent au secours d'un tel raisonnement. En régime libéral, une augmentation de 10 % du prix du brut devrait causer en bout de chaine une augmentation du coût de la vie de 2 % par an ! Pas moins. C'est pousser le bouchon un peu loin. Il faut dire que les pétroliers ne s'en privent pas. Un exemple suffira. Le brut va augmenter de 10 %. Immédiatement, les patrons des compagnies ont demandé un ajustement des prix. De 10 % ? Vous n'y êtes pas du tout. Ils souhaitent une augmentation des produits finis (essence, super, fuel domestique et industriel) de l'ordre de 10 % à 20 % ! Et cela pour une raison toute simple : durant tout le premier semestre, le dollar a été « bas ». Les prix du pétrole étant libellés en dollars, ce fut pour les compagnies un bénéfice supplémentaire. Au point que l'été dernier, Jean-Pierre Fourcade est intervenu. Or le dollar vient de remonter. Le bénéfice supplémentaire va disparaître. Ce qui est, bien évidemment inadmissible. D'autant que des calculs très élaborés « prouvent » que la situation des pétroliers n'est pas si bonne que cela. Certes, c'est une firme pétrolière, Exxon, qui est devenue la plus grosse entreprise mondiale. Certes, les bénéfices sont bons, satisfaisants. Mais justement. En 1974, les compagnies pétrolières ont fait des bénéfices fabuleux et la valeur de leur « fonds de commerce » s'est accrue dans des proportions identiques. En 1975, les bénéfices seront toujours bons mais, proportionnellement à la nouvelle valeur du fonds, ils sont jugés insuffisants. Donc il faut faire quelque chose pour que non seulement les bénéfices soient bons, mais que leur rapport avec la valeur du fonds soit bon lui aussi.



La réunion de l'Opep, à Vienne.

Le gouvernement ne restera pas insensible à de tels arguments. Il accordera des augmentations de prix, en les justifiant par la hausse prévue par l'Opep, par la nécessité de limiter la consommation afin de ne pas dégrader la balance des paiements. Mais il va lui falloir choisir : augmenter les prix des produits blancs (essence, super), ceux du fuel domestique, ou ceux du fuel industriel. Dans les premier et deuxième cas, ce sont essentiellement les consommateurs qui en feront les frais. Dans le troisième cas aussi, mais après que cette hausse aura pesé sur les prix industriels, donc sur les prix à l'exportation. Que pensez-vous que le gouvernement fera ?

Hausse "évolutive"

Reste à déterminer les pourcentages d'augmentation. Et là, les choses se compliquent. Tout d'abord, avant le 1er novembre, on ne saura pas comment va s'appliquer cette hausse. En effet, le prix du baril n'est pas uniforme. Il y a des pétroles « propres » et des pétroles « sales ». Les premiers sont plus chers que les autres. Par le jeu des primes, cette augmentation de 10 % peut aboutir, pour certains bruts, à une baisse aussi bien qu'à une hausse. Puis, il y a le poids de la consommation. Va-t-elle reprendre ? Rester stable ? Se détériorer ? Enfin, comment va évoluer le dollar ? : rester à son taux actuel, monter encore, ou rechuter ? On le voit, les 10 % d'augmentation, soit 30 à 40 francs la tonne, peuvent évoluer. C'est pourquoi les milieux pétroliers s'attendent à une hausse autorisée comprise dans une fourchette 6%-14 %, modulée dans le temps et selon les produits.

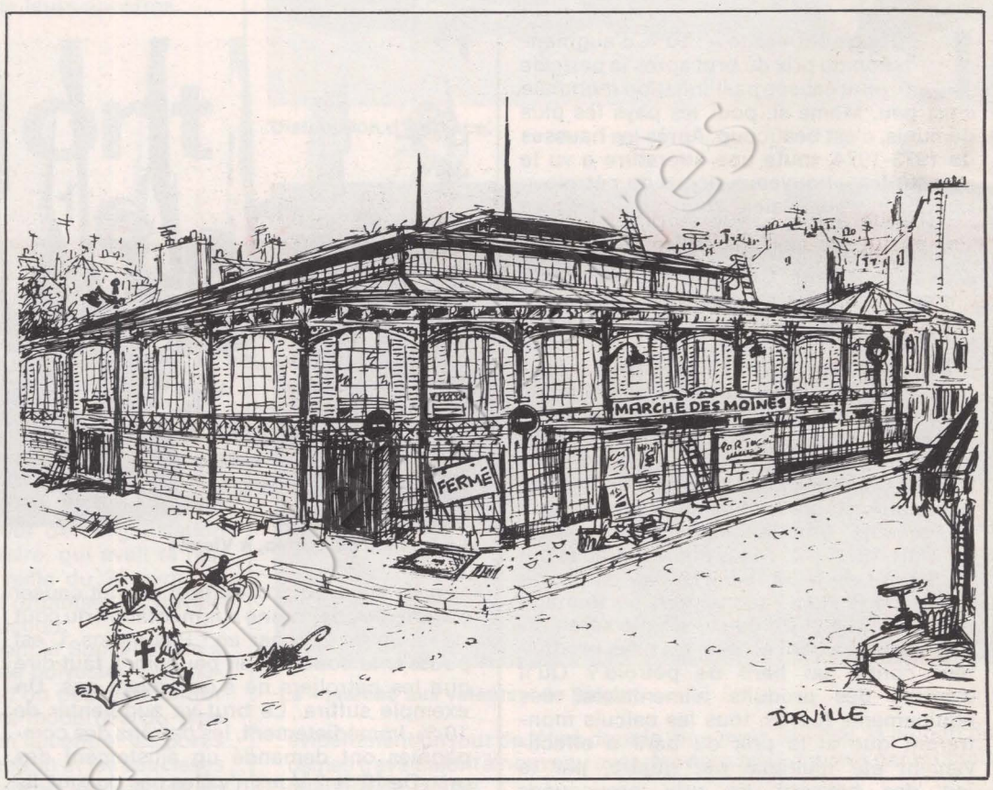
Une seule chose est sûre : alors que les bénéfices des compagnies sont plus que confortables, alors que la fiscalité qui pèse sur les produits pétroliers est écrasante, ce sont les consommateurs qui vont faire, une fois de plus, les frais de l'opération. C'est sur eux que reposera le poids des augmentations et celles-ci seront, au total, plus lourdes que celles frappant le prix du brut. Cela n'étonnera personne...

GUY PERRIMOND

BATIGNOLLES: MARCHE CONCLU

Dans la « grande politique », Valéry Giscard d'Estaing n'a pas tenu ses promesses. Mais dans la « petite politique » non plus. « Un effort doit être développé pour améliorer le cadre de vie des Parisiens, grâce notamment à l'aménagement d'espaces verts et d'espaces de loisirs sur les terrains rendus disponibles » : c'est le président de la République qui clamait cela bien haut il y a tout juste un an. La suite ? Un immeuble jouxtant la Cité des Fleurs dont Giscard d'Estaing s'était déclaré le sauveteur s'est déjà écroulé sous la pioche des démolisseurs. Et, à l'autre bout de Paris, la mort vient encore de pousser un pion : l'autre mercredi, dans le XVIIe arrondissement, un vieux et charmant marché a ajouté son nom à la liste de victimes célèbres, rasées ou transformées en tout autre chose, qui ont nom marché des Gobelins, Pyrénées, Port-Royal, Japy, Botzaris... Ce jour-là, le marché Moines-Batignolles a fermé ses portes.

Pas du plein gré des habitants, certes, qui avaient là un merveilleux centre d'animation de quartier. Ni du plein gré des commerçants. Mais de celui des promoteurs qui entendent le reconstruire au milieu d'une opération immobilière douteuse. A l'occasion de cette fermeture, l'Association de défense du marché — à laquelle la section 17e Nord du P.s. a apporté tout son appui — a publiquement rappelé les actions menées pour défendre cette vieille halle (1867), belle architecture métallique rappelant les pavillons Baltard qu'on veut remplacer par un vague supermarché et par des parkings. Les responsables de l'Association ont souligné le caractère fréquemment arbitraire des décisions préfectorales et la complicité évidente entre les autorités et les promoteurs. Multiples déroga'ions abusives ; camouflage d'un premier projet « pas assez social » en un second projet presque identique, mais baptisé « plus social » ; indifférence — c'est le moins qu'on puisse dire — des députés locaux : rien n'a manqué pour que cette affaire puisse prendre place dans la longue litanie des scandales immobiliers du régime « libéral avancé », comme l'ont souligné les conseillers socialistes de Paris en manifestant leur inquiétude dans une question écrite.



Le point le plus important, assurément, reste la préparation de longue main de l'opération — et cela avec l'aide active du Pouvoir. Pourquoi, par exemple, aucune attribution de stand n'a-t-elle été faite depuis 1970, alors que la décision du Conseil de Paris quant à l'avenir du marché n'est intervenue que trois ans plus tard ? Pourquoi une telle décision, intéressant tout un quartier et allant à l'encontre de la volonté populaire (70 % des usagers et 50 % des commerçants contre la démolition), a-t-elle été prise lors d'un vote groupé, procédure hâtive fort appréciée de nos jours ?

Il semble bien que dans cette affaire, comme dans beaucoup d'autres, la légalité a été joyeusement malmenée au cours de multiples tours de passe-passe. L'Association attend la décision du Conseil d'Etat, devant lequel elle a fait appel. Son but, à plus long terme, c'est d'obtenir le classement du marché, afin de le préserver, puis de lutter pour la rénovation des installations et l'amélioration des conditions de travail. La décision du Conseil d'Etat n'interviendra que dans deux mois. D'ici là, messieurs les promoteurs auront le loisir — et le droit — de tout démolir. Pas celui de construire.

A. V.

BRASSERIE ET SNACK

Ouvert tous les jours de 8 h à 2 h du matin

PETITS DEJEUNERS MENUS
DEJEUNERS ET CARTE
DINERS SPECIALITES

BAR
Restaurant
LE CENTRA

TELEPHONE 61.02.24

5, Place Saint-Sébastien, NEVERS (ex-Place Wilson)

Sa discothèque
« CENTRA-CLUB »

LE SAMEDI DE 9 h 30 à 4 h DU MATIN



changer la vie culturelle

Romans

RENTREE EN RANGS SERRES

Chaque automne voit surgir les postulants aux prix littéraires. L'été n'est pas fini que déjà les romans envahissent les rayons des libraires. L'annéee 1975 connaît une rentrée en rangs serrés : malgré les incertitudes et les difficultés de l'édition, ce ne sont pas moins de 115 romans qui paraissent courant septembre. Si l'on excepte un très prochain second tome des « Anti-mémoires » de Malraux et l'autobiographie de Sartre dictée au magnétophone, tous ces volumes se mettent en piste pour décrocher le gros lot. Stupide bousculade qui va faire « passer à la trappe » des dizaines d'ouvrages passionnants qui eussent trouvé écho dans le public à une autre période de la saison littéraire, quand leur murmure timide n'aurait pas été couvert par les vociférations des ténors de la course aux prix. Allons-y pour les candidats aux lauriers. Nous reparlerons ultérieurement des « oubliés ». Calmement et à loisir.

Pierre-Jean Rémy (Prix Renaudot 1971) met en compétition « Rêver la vie » (Gallimard). Patrick Modiano (Prix du roman de l'Académie française 1973) publie « Villa triste » (Gallimard). Lucien Bodard (Prix Interallié 1973) donne la suite du « Consul » avec « Le fils du Consul » (Grasset). Françoise Lefèvre (Prix des lectrices d'Elle 1975) signe « L'or des chambres » (Jean-Jacques Pauvert). Ceux-là se voient déjà récidivistes. Ceux-ci sont inattendus dans le genre : André Thirion avec «Béatrice » (Robert Laffont), Alexandre Astruc avec « Ciel de cendres » (Editions du Sagittaire), François Chatelet avec « La démolition » (Editions Hallier) et Régis Debray avec « L'indésirable » au Seuil *(voir « l'Unité » du 19 septembre)*.

Les autres espèrent « se placer » : Hélène Parmelin pour « La femme écarlate » (Stock), Didier Decoin pour « Un policeman » (Le Seuil), Michel del Castillo pour « Dans le silence des pierres » (Julliard), Max Gallo pour « La baie des Anges » (Laffont), Jean-Edern Hallier pour « Le premier qui dort réveille l'autre » (Editions Hallier), Gérard Guégan pour « Un silence de mort » (Jean-Claude Lattès) et Olivier Todd pour « Les canards de Ca-Mau » (Robert Laffont). De quoi meubler de longues veillées.

Chanson

TOUS LES MARDIS

« Il n'y a pas de banc d'essai pour la chanson ». Partant de ce constat de carence, Lucien Nicolas, directeur de la revue « Chanson », a décidé de susciter et de co-produire au Nouveau Carré (dirigé par Silvia Monfort), une série de spectacles chaque mardi à 21 heures. Une opération intitulée « Chanson au Carré » dont Nicolas explique clairement les buts : « Il faut que le public puisse rencontrer la jeune chanson nouvelle. Il faut l'aider à sortir de la notion traditionnelle de vedette, pour qu'il saisisse mieux celle d'originalité et de maturité du talent. La marginalité n'existe pas. Il n'y a que des originalités qui ne trouvent aucun tremplin. C'est ce que nous voudrions offrir aux chanteurs : un tremplin. » « Chanson au Carré » durera jusqu'au 29 juin 1976. Y sont attendus : Yves Duteil, Jacques Bertin, Bernard Lavilliers, Les Octaves, Jean Vasca, Claude Marti, Catherine Lara, Julos Beaucarne, etc., et des dizaines de talents méconnus. Pour fréquenter cette pépinière permanente, la carte d'abonnement coûte seulement 8 F et le prix d'entrée hebdomadaire est immuable : 8 F également. Pour les collectivités et les comités d'entreprise, c'est encore moins cher. Alors, on ne peut que le conseiller à ceux qui aiment la bonne chanson : retenez vos soirées du mardi ! Le même conseil vaut pour les programmateurs et animateurs des radios et télévisions ; qu'ils aillent tous les mardis au Carré, ils y trouveront de quoi changer le ton et la qualité de leurs assommantes et radotantes émissions.

Télévision

PRINTEMPS A RENAITRE

« Lénine, réveille-toi, Brejnev est devenu fou », disaient les murs de Prague en août 1968. Et aussi : « Pas de socialisme sans liberté, pas de liberté sans socialisme ». Un peu plus de sept ans après, l'homme qui témoignera lundi prochain (22 h 15, T.f. 1) sur le Printemps tchécoslovaque et sur les questions essentielles qu'il soulevait n'est pas n'importe qui : Jiri Pelikan était alors président de la commission des Affaires étrangères du Parlement et directeur de la télévision — cette télévision qui, avec la radio, joua au moment de l'invasion soviétique un rôle capital qu'évoque également l'émission.

Exilé à Rome, l'ancien compagnon de Dubcek et de Smirkowsky ne s'est pas résigné : autour de la revue « Listy », il anime aujourd'hui l'opposition extérieure au régime « normalisé » de Prague. Dans un second volet de cette émission qui sera diffusé ultérieurement, deux dirigeants politiques du pays qui l'a accueilli — Gian Carlo Pajetta, du P.c.i., et Bettino Graxi, du P.s.i. — rejoindront Pelikan pour parler des répercussions du drame de Prague sur la gauche occidentale, et malgré tout, de l'avenir et de l'espoir.

Théâtre

UN EMBOUTEILLAGE DE ROMAIN

Le vulgaire Coluche a compris la recette du « one man show » : il l'applique avec démagogie, lourdeur... et matraquage sur les radios. Coluche est un beau produit. Mais il n'a ni la poésie de Rufus, ni l'authenticité de Zouc, ni le sourire complice de Bernard Haller. Où Fernand Raynaud était un amuseur tout en gentillesse, Coluche est un éléphant piqué par le poujadisme. Coluche sévit au Café de la Gare : son public vient des beaux quartiers. Coluche se fait de l'argent. Mais sa « réussite » ne saurait faire oublier le maître et inventeur des lieux, celui qui a construit le Café de la Gare, celui qui a montré le chemin aux autres, celui qui a du talent à revendre : Romain Bouteille.

Bouteille est ailleurs : aux Blancs-Manteaux (ex-Pizza du Marais) où la cave lui sied comme un gant. Contrairement à Coluche, Romain Bouteille ne dit pas n'importe quoi, ne cherche pas à caresser le gogo dans le sens du poil. Sous ses allures libertaires de potache attardé, il cache une cohérence de discours que beaucoup d'« intellectuels » pourraient lui envier et une générosité qui réchauffe. Il n'a rien d'un illusionniste de foire. S'il manie l'absurde, c'est pour le retourner contre l'ordre actuel : c'est la société dans laquelle nous vivons qui est inepte et inadmissible ; les mots de Bouteille ne sont que la description logique et linéaire de ce « foutoir » organisé par qui nous savons. Bouteille n'est pas un teigneux, il ne pousse pas la charge : il se contente de souligner les périls que nous courons tous. Ce barbare-là ne fait que pester contre les invasions à venir ou déjà entamées : la bêtise érigée en système de gouvernement et de morale quotidienne, l'omniprésence des képis présentée comme condition sine qua non de la liberté, le règne du nucléaire considéré comme inéluctable, etc. Bouteille n'emploie pas un vocabulaire alambiqué ponctué par des termes en « isme » bien rassurants. Il se contente de jurer comme un charretier contre ceux qui polluent les fleuves, mais se pincent le nez devant l'odeur du crottin. Ses colères sans fard changent du boy-scoutisme ambiant. Ses éclats de rire frappent comme des coups de poing. Et il vaut mieux aller « dérouiller » chez Bouteille que s'ébaubir chez Coluche. On en ressort lucides.

J.-P. L.

LE POETE DES EQUINOXES

Un très vieil homme vient de mourir, que peu de gens connaissaient vraiment. Le plus grand poète français du XXe siècle, a déclaré Louis Aragon, mieux placé que quiconque pour établir ce classement. Un prix Nobel de littérature. Saint-John Perse.

Une œuvre difficile, altière, disent les uns ; comique, disent les autres. Une œuvre où il faut pénétrer à pas lents, comme dans ces grandes cathédrales saisissantes d'une ombre projetée vers l'infini. N'y cherchons pas la quantité, nous n'avons pas affaire à Victor Hugo. L'ampleur du souffle n'est pas celle du torrent inlassablement ravageur, mais de ces rares ouragans tropicaux qui laissent, après un bref passage, la sérénité sur les ruines.

« Ainsi, par son adhésion totale à ce qui est, le poète tient pour nous liaison avec la permanence et l'unité de l'Etre. Et sa leçon est d'optimisme. Une même loi d'harmonie régit pour lui le monde entier des choses. Rien n'y peut advenir qui par nature excède la mesure de l'homme. Les pires bouleversements de l'Histoire ne sont que rythmes saisonniers dans un plus vaste cycle d'enchaînements et de renouvellements. Et les Furies qui traversent la scène, torche haute, n'éclairent qu'un instant du très long thème en cours. Les civilisations mûrissantes ne meurent point des affres d'un automne, elles ne font que muer. L'inertie seule est menaçante. Poète est celui-là qui rompt pour nous l'accoutumance ». Qu'on me pardonne cette longue citation, extraite du discours prononcé par Saint-John Perse (1) le 10 décembre 1960 au banquet du jury Nobel. Elle me paraît, mieux que tout, exprimer l'extraordinaire générosité de l'homme et de l'œuvre. Mais elle souligne aussi que Saint-John Perse poète n'est pas séparé de la vie et des engagements qu'elle exige. Ce n'est pas le poète de la tour d'ivoire, contrairement à ce qu'on voudrait accréditer, en donnant une fausse signification à certaines de ses attitudes.

On le sait en effet : l'écrivain Saint-John Perse et le diplomate Alexis Léger ne font qu'un. Il était tentant, ne serait-ce qu'au travers d'un refus de près de deux décennies de publier en français la moindre œuvre littéraire et d'un camouflage stendhalien de l'état civil derrière un pseudonyme étrange, d'imaginer un découpage chirurgical entre l'homme absorbé par le service public et le poète. Or il n'en est rien. C'est la probité intellectuelle qui a conduit Alexis Léger à consacrer tous ses efforts, jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale à l'action diplomatique : il estimait qu'une responsabilité confiée devait être accomplie totalement sans que rien n'en détourne.

Contre la capitulation

En pratique, le contraire du dilettantisme : le jeune Marie-René Alexis Saint-Léger Léger (tel est son véritable nom), lorsqu'il accepta en 1914, pour des raisons matérielles, de passer le concours des Affaires étrangères pour la carrière diplomatique et consulaire, ne cherchait pas seulement à assurer des fins de mois familiales dans une profession permettant une bonne dose de détachement à l'égard du travail. Un scrupule identique à celui qui éclate dans la profondeur et la gravité de l'œuvre littéraire allait animer le nouveau diplomate. Sans doute, cet homme de la mer et des grands horizons, cet « îlien » que les difficultés économiques de la Guadeloupe avaient exilé en France, allait trouver dans la carrière de quoi assouvir son besoin de changement et de découverte. En Extrême-Orient, de 1916 à 1921, Alexis Léger pouvait élargir sa vision du monde et de l'homme au contact d'une civilisation encore mal connue. Il écrira son premier grand poème, « Anabase », au large de Pékin, sur ces pistes caravanières ouvrant les portes de l'Asie centrale qu'avait prises plusieurs siècles auparavant Marco Polo.

Ce sera ensuite la rencontre avec Aristide Briand, dont Alexis Léger deviendra l'ami, le confident et le compagnon dans un combat pour la paix que l'Histoire allait cruellement démentir le 1er septembre 1939. Alexis Léger, au premier plan de la diplomatie française, va vivre cruellement la montée du nazisme. Et là encore, il faut démentir certaines affirmations : le secrétaire général du Quai d'Orsay, malgré et sans doute à cause de l'influence qu'avait eue Briand sur lui, ne fut jamais de ceux pour qui la politique de capitulation face aux exigences hitlériennes était une nécessité. Lorsque l'Allemagne nazie réoccupa en mars 1939 la Rhénanie, il se prononça pour l'intervention française, y compris sans l'assentiment de la S.d.n. Dénoncé en 1940 par le futur parti vichyssois comme un belliciste, il sera renvoyé en mai, alors que la France s'effondre sous les coups de la Wehrmacht. Le 16 juin, il rejoint Londres, puis en juillet le Canada et les Etats-Unis. Vichy lui retire la nationalité française, le radie de l'ordre de la Légion d'honneur et confisque ses biens.

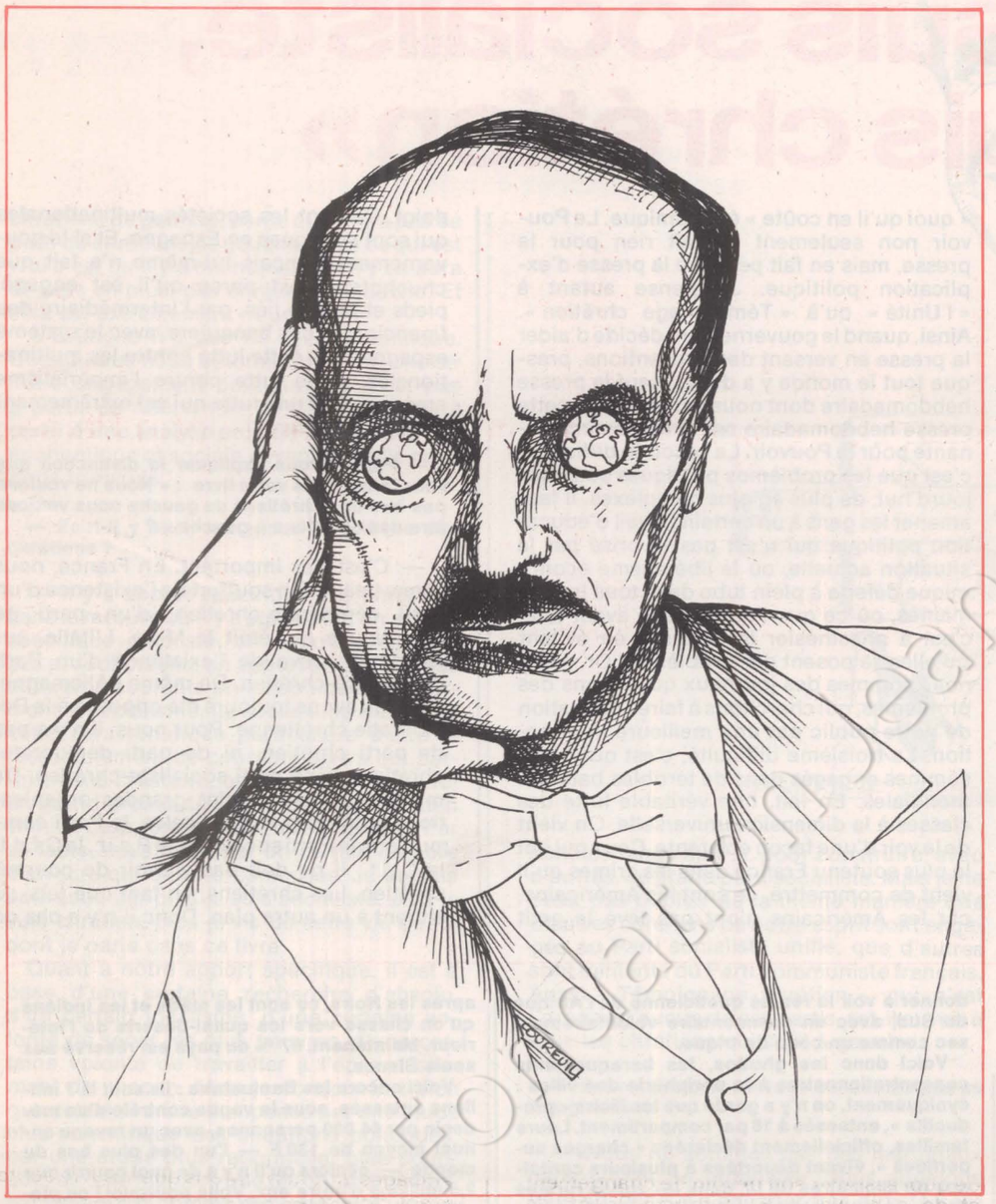
Alors commence l'éclatement poétique. Alexis Léger a 53 ans et il faut le dire sans ambages: si nous n'avions que l'œuvre écrite avant cette date, Saint-John Perse ne mériterait qu'une place modeste dans la littérature française. Ce fils de petite noblesse, cultivé et curieux, n'aurait pas fait mieux que bien des jeunes gens qui, issus d'un milieu d'un niveau intellectuel au-dessus de la moyenne, bénéficient de l'inégalité des chances pour se tailler une petite réputation dans les cercles littéraires.

La « grande lessive »

Lorsque la modestie est excessive, elle entraîne bien des injustices. Voyez Joël Luguern, par exemple. Vous connaissez ? Oui, bien sûr, parce que vous lisez « l'Unité », qui a publié, l'hiver et le printemps derniers, les reportages de Luguern au Sud-Vietnam. Sinon... Et voilà que notre reporter, quand il publie un livre, va l'éditer au Cercle d'or, Les Sables-d'Olonne (diffusion : Sodirel, 8 quai Rousseau - Méchin B.p. 37-85102, Les Sables-d'Olonne) ! Pour parachever, le préfacier de « Vietnam : des poussières par millions », Philippe Devillers, en remet dans la modestie : « Ce n'est pas un livre « politique », mais un recueil de croquis... »

Alors, soyons net : « Vietnam : des poussières par millions » est un remarquable bouquin. Vraiment politique. Et bien autre chose encore. De 1972 à 1975, on voit, on sent, on touche ce monde qui bascule, qui se désagrège et qui, aujourd'hui, renait de la « grande lessive ». Simple récit de choses vues ? Même quand on s'est donné des atouts comme ceux de Luguern pour pénétrer la réalité sud-vietnamienne — quatre longs séjours là-bas en 6 ans, le maniement de la langue autochtone, une épouse vietnamienne, un passé de militant dans l'opposition à la guerre — il faut bien du talent pour être aussi « simple ».

S. R.



Saint-John Perse illustre alors cette réalité, à savoir que le génie n'est jamais neutre et est toujours infiniment plus engagé que l'engagement volontaire de talents moyens qui ont besoin du souffle des événements pour suppléer à leurs propres limites. « Et c'est l'heure, ô Poète, de décliner ton nom, ta naissance, et ta race... ». Pierre Seghers a dit le bouleversement que ce dernier vers d'« Exil » — écrit en 1941 — fit ressentir aux poètes de la Résistance naissante. Il eût pu aboutir aux coups de clairon de Deroulède : il allait, par le génie de Saint-John Perse, se transfigurer en message universel : « Je m'en vais, ô mémoire ! à mon pas d'homme libre, sans horde ni tribu, parmi le chant des sabliers... »

En dix années, l'œuvre poétique de Saint-John Perse se gravera dans le marbre de la mémoire collective de l'humanité. Mûrie par l'âge sans doute, plus encore par une expérience accumulée dans la trouble période d'armistice entre les deux sommets de la guerre mondiale. Nourrie d'une connaissance de l'homme acquise dans le combat pour la paix généreuse et, ensuite, pour la dignité de la race humaine. Oui ! le contraire de la neutralité.

Alcool sans mélange

Avec, en plus, une avidité de savoir qui ne quittera jamais Alexis Léger. Pas une science qui ne lui sera étrangère. Pas un art qu'il n'ignorera. Un homme de la Renaissance, avec l'ambition d'être une encyclopédie vivante, s'accompagnant du refus de la connaissance enfouie dans les bibliothèques et de la soumission naturelle à la routine de l'apport gréco-latin. On raconte qu'Alexis Léger enfant — il avait douze ans — fut bouleversé par la douleur de son père pleurant sa bibliothèque détruite et en garda « une étrange aversion pour les livres ». Imaginons alors l'enfant, l'adolescent, l'homme, le vieillard compensant ce « manque » par un inlassable désir d'entreposer dans le miraculeux recueil d'un cerveau ce que des générations entreposent dans des bâtiments austères. Ambition démesurée, qui n'aurait fait de Saint-John Perse qu'un érudit si « l'incompréhensible génie » n'avait servi d'alambic, comme il faut des centaines de kilos de framboises ou d'airelles pour sécréter quelques litres d'un alcool sans mélange.

« Grand âge, nous voici. Prenez mesure du cœur d'homme » : vers cent fois cité dans ces quelques données qui nous séparent déjà du corps vivant de Saint-John Perse. Je lui préfère, s'il faut un tombeau au poète disparu, la fin du « Chant pour un équinoxe » un des derniers poèmes parus :

« Un enfant naît au monde dont nul ne sait la race ni le rang,
et le génie frappe à coup sûrs aux lobes d'un front pur.
O Terre, notre Mère, n'ayez souci de cette engeance : le siècle est prompt, le siècle est foule, et la vie va son cours.
Un chant se lève en nous qui n'a connu sa source et qui n'aura d'estuaire dans la mort :
équinoxe d'une heure entre la Terre et l'homme. »

GEORGES FRAMERIES

---

1) On trouvera le plus commodément les œuvres complètes de Saint-John Perse dans la Bibliothèque de la Pléiade, N.r.f.-Gallimard. Un volume de 1.392 pages, groupant une biographie, les œuvres poétiques, les œuvres en prose et une bibliographie.

UNITELEDIS, structure audio visuelle du P.S.,vous propose 4 cassettes de formation :

▶ CONNAISSANCE DU SYSTEME CAPITALISTE, ANALYSE MARXISTE
▶ INTRODUCTION A UNE POLITIQUE INTERNATIONALE DU P.S.
▶ L'ACTION MILITANTE SUR LE TERRAIN

Prix unitaire 30 F. - La collection des 4 pour 100 F

Passez vos commandes avec chèque correspondant à :

UNITELEDIS 7, rue Viollet-le-Duc 75009 Paris

UNITELEDIS

Georges Montaron: « Plus je suis socialiste, plus je suis chrétien »

Sous le titre « Quoi qu'il en coûte », Georges Montaron, directeur d'« Hebdo-T.c. », vient de publier aux Editions Stock un livre qui raconte comment, chez les chrétiens, quelque chose a vraiment changé. « L'Unité » lui a demandé de résumer ici le sens de cet ouvrage.

L'UNITE : « Quoi qu'il en coûte », c'est l'itinéraire d'un homme. Mais aussi celui d'un journal et d'un mouvement ?

GEORGES MONTARON : Oui, à travers une aventure personnelle, l'histoire d'une aventure collective, celle d'une équipe et d'un journal, instrument des combats que nous avons menés. D'abord dans la Résistance, au moment où la plupart des catholiques et l'épiscopat étaient du côté de Vichy. Puis dans les combats ultérieurs, qui ont été une série de ruptures. Rupture notamment avec le monde colonialiste, en permettant aux chrétiens la découverte du Tiers-Monde et des peuples en lutte contre les impérialismes — les prolétaires du monde. Jusqu'à la rupture engagée actuellement qui doit amener les chrétiens à rompre avec la droite au profit du socialisme.

Cela « quoi qu'il en coûte ». Aujourd'hui, pour un journal indépendant comme « Témoignage chrétien », c'est d'abord un « quoi qu'il en coûte » économique. Le Pouvoir non seulement ne fait rien pour la presse, mais en fait pénalise la presse d'explication politique. Je pense autant à « l'Unité » qu'à « Témoignage chrétien ». Ainsi, quand le gouvernement décide d'aider la presse en versant des subventions, presque tout le monde y a droit... sauf la presse hebdomadaire dont nous sommes, car cette presse hebdomadaire est extrêmement gênante pour le Pouvoir. La seconde difficulté, c'est que les problèmes politiques sont, aujourd'hui, de plus en plus complexes. Il faut amener les gens à un certain travail d'éducation politique qui n'est pas favorisé par la situation actuelle, où le libéralisme économique déferle à plein tube dans tous les domaines, où ce que l'on cherche avant tout, c'est à anesthésier les masses en évitant qu'elles se posent des problèmes. Or, nous, nous sommes des journaux qui posons des problèmes, qui cherchons à faire l'éducation de notre public par une meilleure information. La troisième difficulté, c'est que nous sommes engagés dans de terribles batailles mondiales. En fait, une véritable lutte des classes à la dimension universelle. On vient de le voir d'une façon éclatante. Ceux qui ont le plus soutenu Franco dans les crimes qu'il vient de commettre, ce sont les Américains, car les Américains n'ont pas levé le petit doigt. Ce sont les sociétés multinationales qui sont engagées en Espagne. Et si le gouvernement français lui-même n'a fait que chuchoter, c'est parce qu'il est engagé, pieds et poings liés, par l'intermédiaire des financiers et des banquiers, avec le système espagnol. Or, cette lutte contre les multinationales, cette lutte contre l'impérialisme américain est une lutte qui est extrêmement difficile à mener.

— Pouvez-vous expliquer la distinction que vous faites dans votre livre : « Nous ne voulons pas être des chrétiens de gauche nous voulons être des chrétiens à gauche » ?

— C'est très important. En France, nous avons beaucoup souffert de l'existence d'un parti démocrate-chrétien, d'un parti de catholiques qui était le M.r.p. L'Italie, aujourd'hui, crève de l'existence d'un Parti démocrate-chrétien. De même l'Allemagne. Or nous avons toujours été opposés à la Démocratie chrétienne. Pour nous, il n'y a pas de parti chrétien, ni de parti démocrate-chrétien, ni de parti socialiste-chrétien. De même, à l'intérieur des grandes organisations politiques et syndicales, le Parti communiste, le Parti socialiste, le P.s.u., la C.f.d.t., la C.g.t., il ne doit pas y avoir de courant chrétien. Les chrétiens, en tant que tels, se situent à un autre plan. Donc il n'y a pas de

Les vrais sauvages d'Afrique

Un cimetière n'est jamais un lieu très réjouissant. Mais un cimetière d'enfants ? Sur la terre fraîchement tassée en monticules interminablement alignés, il n'y a qu'une croix et, ici ou là, une poupée, un biberon — les petits corps qui gisent là n'avaient qu'un an, deux ans, parfois quelques mois, avant que la famine les anéantisse. Et comme ici un enfant sur trois meurt de malnutrition avant l'âge de 5 ans, il ne faut pas se laisser déborder : des dizaines d'autres tombes attendent ouvertes et toutes prêtes.

« Ici », c'est Dimbaza, un camp de regroupement en Afrique du Sud. Et ce lent glissement d'une caméra au-dessus des trous horribles, c'est l'épilogue de « La dernière tombe à Dimbaza » : un formidable acte d'accusation filmé clandestinement au pays de l'apartheid — cet euphémisme pour signifier le plus insupportable racisme. Car le racisme n'est pas ici simple affaire de comportement : c'est l'Etat sud-africain entier qui est bâti sur cet ignoble concept, toutes ses institutions, toutes ses structures politiques, économiques, humaines, culturelles (si l'on ose dire)...

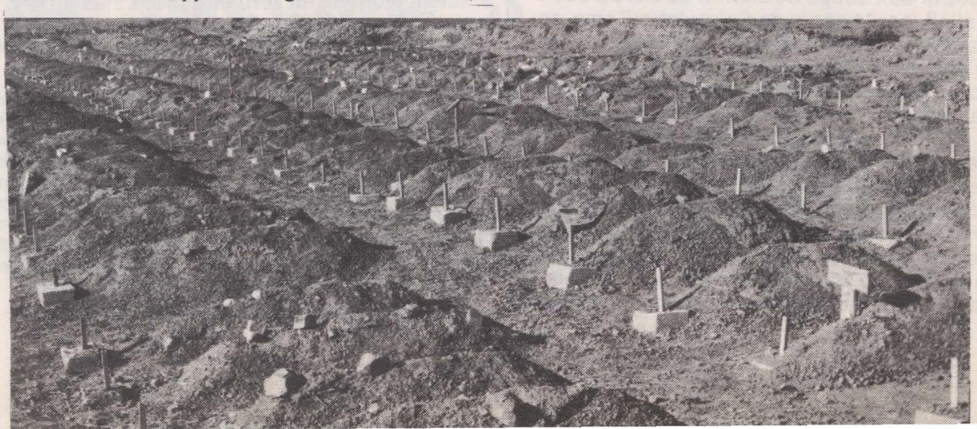
A partir de quoi, pour donner toute sa force à « La dernière tombe à Dimbaza » — qu'on verra à Paris à partir du 15 octobre — le collectif clandestin qui l'a réalisé n'a pas eu besoin de faire de la littérature ou de recourir à des effets compliqués de montage. Il lui a suffi de nous donner à voir la réalité quotidienne de l'Afrique du Sud, avec un commentaire volontairement sec comme un coup de trique.

Voici donc les ghettos, les baraquements concentrationnaires à la périphérie des villes : cyniquement, on n'y a gardé que les Noirs « productifs », entassés à 18 par compartiment. Leurs familles, officiellement déclarées « charges superflues », vivent déportées à plusieurs centaines de kilomètres de là, dans les zones rurales de « regroupement » nommées Bantustans. Comme les autres, cette jeune domestique n'a le droit d'aller voir son bébé qu'une fois par an... Insistons-y, il s'agit d'un système, scientifiquement exécuté : la méthode du « une fois par an seulement » — il est parallèlement interdit à la famille de sortir des réserves pour venir voir le travailleur — a pour but de détruire la structure familiale noire. Objectif de ce génocide progressif : « blanchir » ce pays de 22 millions d'habitants, y renforcer la dictature de la minorité blanche (4 millions) au pouvoir et qui, bien sûr, a seule le droit de vote, seule le droit de s'instruire et de se qualifier professionnellement, seule le droit de faire l'apprentissage des armes... Et, après les Noirs, ce sont les métis et les Indiens qu'on chasse vers les quasi-déserts de l'intérieur. Maintenant, 87 % du pays est réservé aux seuls Blancs.

Voici encore les Bantustans : ils sont là 7 millions entassés, sous le vague contrôle d'un médecin par 44 000 personnes, avec un revenu annuel moyen de 130 F — l'un des plus bas du monde — et alors qu'il n'y a de quoi nourrir que 2,5 millions d'entre eux. Voilà pourquoi l'on planifie à l'avance le creusement de tombes d'enfants, à Dimbaza et ailleurs.

Mais si les 18 millions d'esclaves allaient se révolter ? Appuyé sur sa police et son armée blanches, sur l'instruction du revolver obligatoire pour chaque Sud-Africain(e) à peau claire, sur ses complicités internationales et sur les armements sophistiqués que lui fournit le gouvernement français, l'ex(?)-sympathisant nazi Vorster sourirait de cette hypothèse. Les premières grèves de Noirs, survenues ces dernières années, sont-elles le début d'un espoir, ou seulement l'occasion des quelques moments de lumière d'un film implacable ?

S.R.





chrétiens de gauche, parce qu'il n'y a pas de parti de chrétiens de gauche. Mais ce qui est vrai c'est qu'il y a maintenant, et il y en aura de plus en plus, des chrétiens à gauche. Et cela est extrêmement nouveau.

L'Evangile n'a pas de recette politique. Quand nous nous déterminons pour choisir notre engagement politique, ce n'est pas à partir de références chrétiennes, mais à partir d'une analyse politique de la situation économique et sociale devant laquelle nous nous trouvons.

— Peut-il y avoir un apport spécifique des chrétiens ?

— Il y a apport spécifique des chrétiens dans la mesure où il y a également un apport spécifique marxiste, un apport spécifique des proudhoniens, un apport spécifique des différents courants philosophiques qui forment le socialisme. Le socialisme français a cette caractéristique particulière d'être le rassemblement de courants divers qui parfois, dans l'Histoire, ont été séparés. Ce fut un grand drame de voir le courant chrétien éliminé de la construction du socialisme. Par sa faute, mais aussi par un certain nombre d'erreurs qui ont été commises. Je ne sais pourquoi, car plus je suis socialiste, plus je suis chrétien, plus je vis de cette vie de foi dont je parle dans ce livre.

Quant à notre apport spécifique, il est à base d'une certaine recherche d'absolu, d'un certain idéalisme, d'une certaine volonté de servir les plus pauvres, d'une certaine volonté de travailler à l'épanouissement de chacun. Mais je conçois fort bien que cela doive être compensé par une étude plus scientifique des situations politiques, par une étude plus rationnelle, plus politique, de telle manière que les chrétiens n'apparaissent pas comme des espèces d'utopistes dans le monde de la politique. Mais chacun sait que la politique c'est un peu d'utopie et un peu de raisonnable et que c'est le mélange des deux qui est détonant. Détonant pour le capitalisme.

— Comment vous et vos amis vous situez-vous par rapport aux organisations de gauche ?

— Là où je suis situé, je souhaite que la gauche française dispose de grandes organisations démocratiques et, entre autres, d'un grand parti socialiste. En tant que militant du mouvement ouvrier — dans le bouquin, j'explique comment je suis de ce mouvement ouvrier et qu'il est ma seule culture — je crois que la classe ouvrière française a besoin au moins de deux grands partis ouvriers. Et je souhaite qu'à côté d'un Parti communiste, qui est ouvrier, mais qui n'est pas aussi démocratique que je le souhaiterais, existe un grand Parti socialiste, qui ne soit pas seulement socialiste, mais qui soit ouvrier pour être plus profondément socialiste. De très nombreux Amis de Témoignage chrétien et d'innombrables chrétiens ont rejoint les rangs du P.s. pour construire, avec d'autres, ce grand parti socialiste. Mais je ne peux pas oublier de la même manière que d'autres chrétiens de notre esprit sont engagés au Parti socialiste unifié, que d'autres sont militants du Parti communiste français. Aussi « Témoignage chrétien », qui n'est l'organe d'aucun de ces partis, est-il ouvert à tous les chrétiens qui sont à gauche.

— Est-ce que cela ne vous condamne pas au marginalisme ?

— Nous ne sommes pas des marginaux dans la gauche organisée. Nous appelons tous nos amis à s'engager très directement dans les organisations de la gauche. En fait, l'ensemble des journalistes de l'équipe de « Témoignage chrétien » sont engagés dans les différents partis de gauche, dans les différentes organisations syndicales de la gauche. Ils ne se retrouvent pas tous dans la même organisation. Je crois que c'est ce qui fait notre force. Ce qui nous permet parfois de jouer un rôle, j'allais dire comme puissance morale, au même titre que, sur un autre plan, la Ligue des droits de l'Homme ou des organisations de la franc-maçonnerie. « Témoignage chrétien » peut être un pôle d'unité, comme pendant la campagne présidentielle.

De même, les lecteurs, les amis de « Témoignage chrétien » sont pleinement engagés en tant que tels dans les différentes organisations politiques. Ce qui est vrai, c'est qu'il leur est plus facile d'être engagés au Parti socialiste ou au Parti socialiste unifié qu'au Parti communiste. Là, malgré tout, un certain nombre de problèmes se posent, qui ouvrent des débats à la fois au plan théorique et au plan pratique. Au plan théorique, parce que les communistes continuent à prôner une certaine métaphysique à base de matérialisme historique qui pose des problèmes aux chrétiens. Au plan politique, les thèses défendues par le Parti communiste ne correspondent pas toujours aux aspirations qui sont les nôtres : nous croyons par exemple plus aux nationalisations qu'à l'étatisation, plus à l'autogestion qu'à la direction planifiée bureaucratique de l'économie, plus à une société très largement pluraliste qu'à une société qui demeure encore trop monolithique. Le Parti communiste fait des efforts considérables, que nous suivons : j'ai participé à plusieurs Semaines de la pensée marxiste parce que nous avons à aider le P.c. à être plus ouvert et, par-là même, plus accueillant aux chrétiens. Cela dans la clarté et le dialogue.

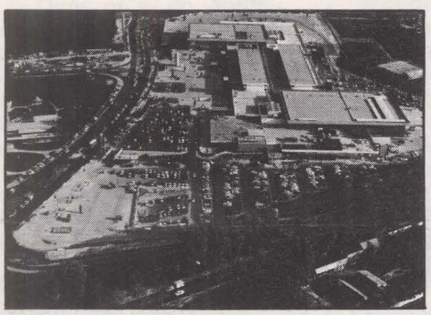
Aujourd'hui se dégage un vaste courant chrétien, important sur le plan intellectuel, dans le fil de Lamennais, de Lacordaire, de Marc Sangnier, des chrétiens de la Résistance. Ce courant est en train de rejoindre, de plus en plus important, la voie socialiste. Et une masse catholique représentant 10 à 12 millions de pratiquants, qui votaient autrefois à 90 % pour la droite, est en train de rompre progressivement avec cette droite. Il importe donc, notamment, que le Parti socialiste permette à des chrétiens de le rejoindre de plus en plus nombreux et à peser pleinement de tout le poids qu'ils représentent dans leur milieu. Ce qui pourra amener demain le triomphe du socialisme. Car les voix que nous pouvons apporter sont des voix que nous prenons à la droite. Et ce sont elles qui permettront de passer la barre des 50 %. Le rôle de ces chrétiens est historiquement important pour que la France ait enfin un gouvernement de gauche.

(PROPOS RECUEILLIS PAR SERGE RICHARD)

SCC

Déjà leader dans les centres commerciaux régionaux..

La Société des Centres Commerciaux a déjà construit ou réalise actuellement 8 centres commerciaux :



1969 PARLY 2
Surface commerciale GLA : 55.000 m²
107 magasins - Le Printemps et le B.H.V. Prisunic et Suma



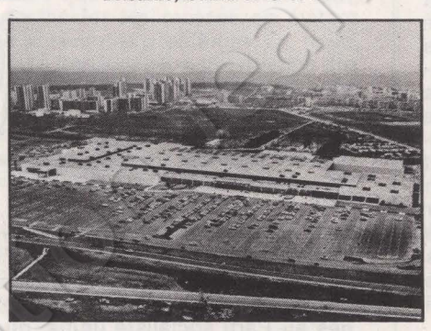
1972 VELIZY 2
Surface commerciale GLA : 75.000 m²
145 magasins - Le Printemps et La Samaritaine. Prisunic, Suma et C & A



1973 ROSNY 2
Surface commerciale GLA : 83.000 m²
166 magasins - La Samaritaine et B.H.V. La Redoute, C & A, Casino et Prisunic



1973 GRIGNY 2
Surface commerciale GLA : 12.000 m²
26 magasins - Hypermarché Goulet Turpin



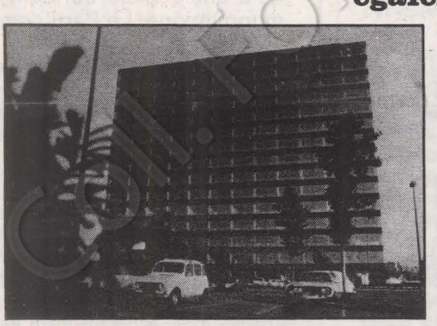
1973 ULIS 2
Surface commerciale GLA : 42.235 m²
65 magasins - Carrefour

ROUEN SAINT-SEVER
Surface commerciale GLA :
44.000 m2

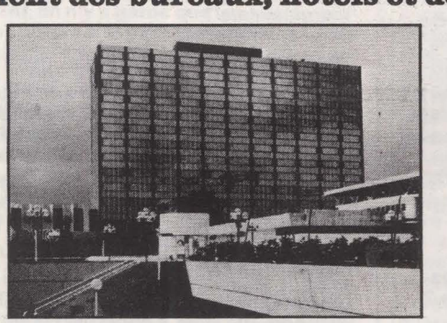
BOISSY 2 RER
Surface commerciale GLA :
23.000 m2

Egalement en cours d'étude

En pleine expansion, elle diversifie ses activités en construisant également des bureaux, hôtels et dépôts :



ROSNY 2 : 25.000 M²
En cours de livraison



EVRY 2 : 12.000 M²
En cours de livraison

Egalement construction de 10.000 m² de bureaux et d'un hôtel à Rouen Saint-Sever, livrables début 1978



LA PART-DIEU (LYON) :
40.500 m² et le 25e hôtel Frantel
Livraison fin 1976

la S.C.C. construit maintenant les grands centres commerciaux urbains

En 1969, la Société des Centres Commerciaux créait à Parly 2 le premier centre commercial en France. En 1973, elle inaugurait Rosny 2 (83.000 m2) : sa cinquième réalisation en région parisienne. Tout en continuant cette expérience extra-muros, elle estimait alors que la conception des centres commerciaux devait évoluer pour s'adapter étroitement à d'autres problèmes actuels: ceux de l'urbanisme et de l'environnement. C'est ainsi qu'aujourd'hui, la S.C.C. construit des centres commerciaux à vocation régionale au cœur même des villes nouvelles et des programmes de rénovation urbaine.



1974 BOBIGNY 2
Surface commerciale GLA : 25.600 m²
56 magasins - Hypermarché Mammouth

Une source de vie pour la cité

Partie intégrante du centre-ville, le centre commercial participe en permanence à la vie de la communauté urbaine, bien au-delà de son activité proprement commerciale. Ainsi, traversé par deux rues, le centre commercial d'Evry ouvre-t-il directement sur l'agora, place vitale de la Ville Nouvelle, rassemblant la synthèse active de toute la vie culturelle et collective des habitants de l'Essonne. Accessible et vivant jour et nuit, Evry 2 Centre en est le prolongement, la grand-rue et le principal pôle d'attraction.

Dans le cadre de la restructuration du centre-ville, Bobigny 2 est également au cœur d'un important complexe regroupant la Préfecture, l'Hôtel de Ville et les principaux services administratifs départementaux.

Et à Lyon, le programme de rénovation urbaine de la Part-Dieu s'organise autour du centre commercial qui réunit sur 110.000 m2 (surface encore jamais atteinte) l'éventail le plus extraordinaire de commerces, de loisirs, de services.

L'équation idéale : emploi + habitat + commerces + loisirs

Cette intégration directe permet une meilleure utilisation des équipements communs (transports, parkings) et une parfaite adéquation avec les zones d'activités tertiaires. Chaque activité renvoie sur les autres ses propres visiteurs et l'ensemble vit ainsi 24 heures sur 24.

Par ailleurs, l'implantation d'un centre commercial crée un grand nombre d'emplois, en particulier pour un personnel féminin à mi-temps.

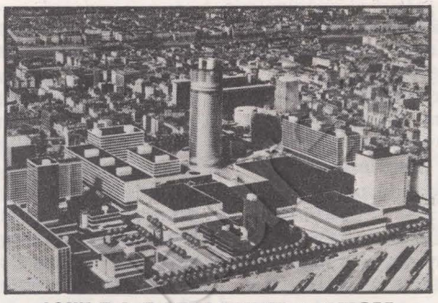
A cet égard, la S.C.C. intervient directement, avec l'aide de l'Agence Nationale pour l'Emploi, en communiquant aux commerçants du centre le potentiel de main-d'œuvre disponible à moins d'un quart d'heure ou d'une demi-heure de transports.



1975 EVRY 2 CENTRE
Surface commerciale GLA : 71.000 m²
140 magasins - Nouvelles Galeries, Euromarché et Primevère

Une opportunité pour les détaillants de toutes dimensions

Pour la S.C.C. il n'y a pas de "grand" ou de "petit" commerce. Tous les centres sont conçus, réalisés, vécus avec les commerçants locaux. La politique adoptée par la S.C.C. associe étroitement le promoteur au commerçant, quelle que soit sa taille. Son système de location repose sur deux principes importants : **la suppression du pas-de-porte** - ce qui favorise les petits détaillants - et **le loyer proportionnel au chiffre d'affaires** - ce qui représente une garantie pour le commerçant, puisque le promoteur devient ainsi son associé.



1975 LA PART-DIEU A LYON
Surface commerciale GLA : 110.000 m²
250 magasins - Galeries Lafayette et le Grand Passage, Uniprix, C & A et Marks & Spencer

La S.C.C. : une assistance technique permanente

La S.C.C. ne se contente pas de louer un magasin aux commerçants. Elle met à leur disposition un certain nombre de services et avec eux elle suit leurs problèmes. Elle est aussi particulièrement vigilante dans les deux lignes de force qui font le succès de ses centres : **l'animation et la gestion.** Le service de gestion est pour chaque commerçant un conseil permanent et gratuit. Ce service peut orienter leurs assortiments, moduler investissements et aménagements et même assurer la formation permanente du personnel.

Le but constant de la S.C.C. est de contribuer au maximum à l'adaptation la plus complète possible des commerçants indépendants au commerce moderne. Son action et son travail sont uniques au monde. Car, même aux Etats-Unis aucune organisation n'apporte une prestation aussi complète que la S.C.C., leader depuis dix ans de ce type de commerce en France.

Renseignements pour la location des magasins et des bureaux :

SCC

Société des Centres Commerciaux
22, place Vendôme 75001 Paris Tél. 260.32.56

La meilleure image du commerce régional et urbain

FASSBINDER ET ET " LA DIFFERENCE "

Après « Les larmes amères de Petra Von Krant », « Tous les autres s'appellent Ali », etc..., voici « Le droit du plus fort » : 28e film d'un jeune cinéaste allemand de 29 ans, le plus « brechtien » d'entre tous.

L'intrigue du dernier film de Rainer Werner Fassbinder, avant son installation en France, serait pourtant digne d'un vieux roman populaire à deux sous comme on n'en trouve plus que chez les bouquinistes. De condition extrêmement modeste, attraction d'une baraque de fête foraine, amant du directeur, un jeune homosexuel gagne chichement sa vie. « Dragué » par un antiquaire, il apprend qu'il a décroché le gros lot à la loterie. Le nouveau millionnaire séduit à son tour Eugène, un jeune bourgeois. Entre ce dernier et Fox le prolétaire s'établit, d'entrée, une relation bizarre où il est difficile de démêler la part de fascination, de répulsion et de mépris réciproques. Pourtant, le nouveau ménage s'installe. Eugène fait acheter à Fox un appartement et des meubles, l'habille, se fait habiller, puis lui fait investir 100 000 marks dans l'affaire de son père, une entreprise au bord de la faillite. Depuis longtemps déjà, le spectateur sait que Fox se fait escroquer, exploiter. Mais il demeure aveuglé par l'amour, fasciné par la « culture » d'Eugène à qui il voudrait bien ressembler et à qui il ne ressemblera jamais. Il se refuse à voir en face la réalité et, au moment de la rupture, les cartes tomberont, les masques aussi, impitoyablement.

Pour Fassbinder, le salut individuel n'existe pas. Un certain esprit de révolte naît d'une constatation amère de la réalité objective. Ses personnages ne sont jamais libres. « L'espoir n'est pas dans mes films, il doit naître dans la tête des spectateurs » : ainsi l'image procurée par des personnages désespérés peut-elle déboucher sur une réflexion salutaire. Du désespoir — socialement inutile — peut naître la révolte.

« Le droit du plus fort » est une nouvelle fois l'occasion pour Fassbinder de nous faire connaître la réalité de l'homosexualité. Au-delà de quelques généreuses affirmations, vite oubliées, il nous permet d'appréhender ce phénomène d'une manière plus libre, plus sereine. Le film nous rappelle justement que l'homosexualité est une particularité avec laquelle il est — aujourd'hui — difficile de vivre. Est-ce bien seulement le hasard qui laisse à l'Espagne le privilège de la loi la plus répressive en ce domaine aussi, interdisant certains lieux publics, prévoyant l'internement dans certains cas ? Et puis, ne tolère-t-on pas plus facilement l'homosexualité chez les riches, chez les artistes, alors qu'ailleurs on la pourchasse ? Le refus de la différence, ce n'est ni plus ni moins que du racisme.

Ç'aurait pu être, dans le décor maussade de l'Allemagne présente, une grand-guignolesque histoire d'amour tragique, « à l'américaine ». Mais on donne ici à voir combien les barrières sociales altèrent, mutilent toute communication véritable. Ce n'est pas vrai : le patron ne rendra pas heureuse la petite dactylo ! Il est inutile d'entreprendre quoi que ce soit dans cette direction. Voilà les vérités que Fassbinder nous assène, non sans rudesse. Avec en plus, lente cascade, le plaisir des images qui nous inonde.

GILBERT SANS

Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE
41, Boulevard Magenta - Paris 10e

Je soussigné (1) .....
Profession .....
Demeurant .....
.....

*désire souscrire un abonnement **

normal de 6 mois à	*70 F* ☐
normal d'un an à	*120 F* ☐
de soutien à	*150 F* ☐
de soutien à	*200 F* ☐

*Je vous adresse le montant correspondant **

par chèque bancaire	☐
par chèque postal	☐
ou virement au C.C.P. L'Unité 3034980 La Source	☐

**Cochez la case correspondante*

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES
Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

L'unité

Rédaction : 12 Cité Malesherbes (Paris 9e) - Tél. 878.40.73

Administration : 41 bd de Magenta (Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDAÇTION
Michèle Backmann, Nicolas Brimo, Robert Butheau, Christine Cottin, Georges Frameries, Claude Fuzier, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Revérier, Maurice Séveno, Antoine Violet.

DOCUMENTATION
Véronique Neiertz

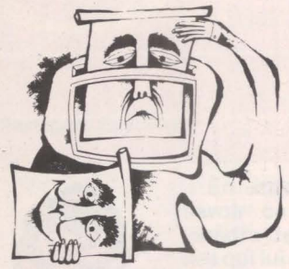
DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux.

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Régie Publicitaire, 2, rue du Cygne, Paris-1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10, rue Bleue, Paris-9e. Tél. 523.10.35 (Jean-Pierre Lemaire)
Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité
Cadet-Photocomposition — 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76 - Yvetot

Au risque de vous plaire



Télévision

VENDREDI 3 OCTOBRE

« Mais c'est de l'homme qu'il s'agit » : voyage-chronique en Sibérie (21 h 20, F.r. 3).

Maurice Clavel au magazine Apostrophes, « Dieu est-il marxiste ? » (21 h 35. A 2).

A Ciné-Club, le chef-d'œuvre de Dreyer, « Jour de colère » (22 h 40, A2).

SAMEDI 4

La deuxième partie de l'évocation du Niger par Hubert Knapp (17 h, A2).

Une rediffusion : « Carmen » monté par Karajan (20 h 30, F.r. 3).

« Saint-Just ou la force des choses » : deuxième volet de la dramatique de Pierre Cardinal (20 h 30, A2).

DIMANCHE 5

Une dramatique adaptée de Strindberg : « Inferno » (20 h 30, F.r. 3).

Une Anglaise dans les remous de l'indépendance de l'Inde : « La croisée des destins », un film de Cukor avec Ava Gardner (20 h 30, T.f. 1.).

LUNDI 6

« Super-finale » de football : Bayern de Munich contre Dynamo de Kiev (17 h, T.f.1).

« Bunny Lake a disparu » : une histoire insolite racontée par Otto Preminger - malheureusement pas son meilleur film (20 h 30, T.f. 1).

La verve de « Fanfan la Tulipe » retrouvée : « Cartouche » de Philippe de Broca (20 h 30, F.r. 3).

Alain Decaux raconte : Sarajevo (21 h 35, A 2).

Portrait : Jiri Pelikan — voir en page 23 de ce numéro (22 h 15, T.f.1).

MARDI 7

Suivi d'un débat sur la condition féminine, le film de Yannick Bellon, « La femme de Jean » (20 h 30, A2).

Les policiers (Gérard Monate et Roger Borniche) passent aux aveux au magazine De vive voix (22 h 15, T.f.1).

MERCREDI 8

« Cécile ou la raison des femmes », d'Eliane Victor ; 2e partie : les mères célibataires (20 h 30, T.f.1).

Un film ouvriériste de Duvivier en 1936 : « La belle équipe » — et une initiative intéressante : les deux fins prévues, l'une heureuse et l'autre dramatique, seront projetées tour à tour (20 h 30, F.r.3).

JEUDI 9

Un prodige d'intelligence et de sensibilité sur les rapports père-enfant : « Il faut marier papa », de Vincente Minnelli (20 h 30, F.r.3).

Le quatuor Delon-Bourvil-Gian Maria Volonte dans « Le cercle rouge » de Melville (20 h 30, A2).



Livres

ROMANS

*** Josane Duranteau : Josane ou le bon usage du malheur (Julliard).**

Histoire d'un divorce. Vers la guérison et la métamorphose. Ou comment « tomber de sa vie comme d'un balcon ».

*** Pierrette Fleutiaux : Histoire de la chauve-souris (Julliard).**

L'adolescence est comme une chauve-souris : si vous n'y prenez garde, elle peut demeurer à jamais accrochée à votre chevelure...

*** Aurélia Briac : Le meilleur de nous-même (Albin-Michel).**

« Regarde bien, tu ne verras pas deux mois de mai dans ta vie ! » Une certaine jeunesse de 68 se regarde dans son miroir, sans complaisance. Anciens combattants s'abstenir.

***Guy Coussy : Ne pleure pas, la guerre est bonne (Julliard).**

Les horreurs de la « traque » et de la « ratonnade ». Dans la mémoire de l'auteur, la Kabylie a laissé des traces sanglantes.

*** Emile Ajar : La vie devant soi (Mercure de France).**

Une grosse Juive et un petit Arabe dans les ruelles de Belleville. Ce pourrait être mélo. C'est beau et triste. C'est un vrai chef-d'œuvre. C'est peut-être la pépite d'or dans le flot écumant de la rentrée romanesque...

***Michel-Antoine Burnier et Patrick Rambaud : Les complots de la liberté, 1832 (Grasset).**

Un naïf au pays de Louis-Philippe. Une étonnante « bande dessinée » sans dessin qui fait traverser le Tout-Paris littéraire d'alors : Alexandre Dumas, Eugène Sue, Victor Hugo, etc. Un alerte feuilleton.

POLITIQUE

***Jacques Varin : Jeunes comme J.c., tome 1, 1920-1939 (Editions sociales).**

Le premier volume d'une Histoire des jeunes communistes français.

***Gérard Mendel : Pour une autre société (Payot).**

Une analyse qui pose une alternative : ou bien l'homme continue à accroître la consommation des marchandises, ou bien il fait naître de nouveaux plaisirs liés à l'exercice du pouvoir social dans tous les aspects de la vie quotidienne. Le socialisme devra choisir.

***Nahum Goldmann : Où va Israël ? (Calmann-Levy).**

Un Juif dénonce l'immobilisme des dirigeants israéliens actuels et appelle à la création d'un Etat palestinien. Sera-t-il entendu ?

***Jean Copans : Sécheresses et famines du Sahel, 2 volumes (François Maspero).**

Pourquoi les populations nomades n'ont-elles pas su riposter à la sécheresse et à la famine ? Réponse : le colonialisme et le capitalisme ont supprimé des techniques qu'ils trouvaient trop rétrogrades. Le résultat accuse.

***La traite silencieuse : les émigrés des Dom (Idoc-France, Librairie l'Harmattan, 18, rue des Quatre-Vents, 75006 Paris).**

Une démonstration irréfutable : l'émigration des Dom vers la France métropolitaine est une pièce maîtresse du système économique et idéologique que le Pouvoir actuel veut préserver à tout prix.

***Renzo de Felice : Clefs pour comprendre le fascisme (Seghers).**

Un résumé précieux de toutes les interprétations et analyses du phénomène fasciste qui ont été faites jusqu'à maintenant.

***Questions sur le nucléaire (Christian Bourgois éditeur).**

Des risques d'accidents graves. Leurs conséquences pour la population. Un dossier sérieux.

***Philippe Warnier : La foi d'un chrétien révolutionnaire (Fayard).**

Le christianisme peut-il encore être libérateur ? Warnier tente d'y répondre. Il était membre de l'équipe de la « troisième composante » qui a préparé les récentes Assises du socialisme.

***Henri Weber : Marxisme et conscience de classe (10-18).**

Quand le gauchisme se met en théorie. De grands mots, mais pour quelle pratique politique ?

***Georges Lefranc : Histoire du travail et des travailleurs (Flammarion).**

De l'esclavage à la maîtrise des machines. En fond de décor, immuablement : la lutte des classes.

*** François Gèze et Alain Labrousse : Argentine, révolution et contre-révolution (Le Seuil).**

L'histoire de l'Argentine depuis 1973. Une analyse qui aidera à comprendre les événements actuels de Buenos Aires.

*** Collectif d'alphabétisation — Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés : Le petit livre juridique des travailleurs immigrés (François Maspero).**

Un petit volume important que tous les militants politiques devraient lire. Un livre qui leur permettrait d'aider leurs « frères de toutes les couleurs » à améliorer leurs conditions de séjour et de travail, à lutter contre les expulsions et les marchands de sommeil, etc.

*** Claude Katz : Le Chili sous Pinochet (Editions du Cerf).**

Pour ne pas oublier la répression et la torture. Pour que l'indifférence ou l'accoutumance ne prennent pas la place (dans l'opinion) de l'indignation et de la protestation.

SOCIETE

*** Henri Hartung : Le temps de la rupture (A la Baconnière, Neufchatel, Suisse).**

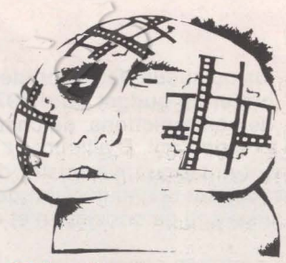
Une mise en garde contre les limites idéologiques actuelles de « l'éducation permanente ». Une contribution qui essaie d'ouvrir la voie à une « autogestion pédagogique ».

*** Pierre Joncour : L'école, une machine dévorante (Editions Galilée).**

L'école : panacée ou cancer envahissant ? Joncour répond par un pamphlet incisif. Ce militant C.f.d.t. écrit en connaissance de cause : il est directeur d'école.

***Dr Léon Tysman : Les problèmes de la vie sexuelle (Editions Resma).**

Méthodiquement, ce volume examine toutes les catégories de « tabous » qui font obstacle à l'épanouissement des individus : freins anatomiques, physiologiques, psychologiques, sociologiques, idéologiques, etc. Le contraire d'un « livre de recettes ».



Cinéma

***Dino Risi : Parfum de femme.**

On aurait tort de ne faire de Risi qu'un amuseur. Après des dizaines de comédies grinçantes, voici des œuvres ambitieuses : « Au nom du peuple italien », puis ce « Parfum », qui est un grand film sur la solitude — d'un aveugle ... mais pas seulement — et où Vittorio Gassmann est sublime.

*** Mel Brooks : Les 12 chaises ; Woody Allen : Guerre et amour.**

Curieusement, les deux grands comiques américains ont l'un et l'autre situé leur film dans une Russie farfelue. Moins réussi que « Guerre et Amour » (voir le n° 171 de « l'Unité »), « Les 12 chaises » est drôle, certes. Mais dans la veine plutôt épaisse des « Producteurs », que cette œuvre suivait directement — elle remonte à 1970. Le merveilleux « Shérif » se fera attendre encore un peu...

***John Schlesinger : le jour du fléau.**

D'un sujet admirable — l'écroulement d'Hollywood, symbole de celui de toute une société — Schlesinger n'a réussi qu'à faire une mièvre composition. La seule séquence réussie — une scène de folie collective — ne fait que mieux ressortir l'inintérêt du reste.

***Jules Dassin : Les forbans de la nuit.**

Une bonne réédition. Quand Dassin avait l'art de « sentir » une ville — ici : Londres. Bref, quand Dassin avait encore du talent.

***Francis Ford Coppola : Le Parrain, n° 2.**

Pour une fois, une suite très supérieure au premier film. Tout le talent de Coppola — même s'il pouvait gagner une bonne demi-heure — y explose. Et (enfin !) il replace la Mafia dans son contexte social et politique : voir notamment la remarquable scène où elle vient, avec les représentants d'I.t.t. et d'United Fruit, dicter sa politique à Cuba — le Cuba de Batista, il va sans dire.

***Yves Boisset : Folle à tuer.**

Pourquoi Boisset ne s'est-il pas offert les services d'un vrai — et d'un seul — scénariste ?

AU FIL DE L'EAU

PAR ANDRE BOULLOCHE

Plus qu'aucun de ses prédécesseurs le projet de budget pour 1976 est plein de contradictions, de chausse-trapes et de trompe-l'œil. D'ailleurs, je crois avoir rarement entendu un ministre défendre un budget devant la commission des Finances avec aussi peu de conviction et de détermination.

Une première constatation, c'est qu'il est extrêmement difficile — pour ne pas dire impossible — aux parlementaires de contrôler ce projet de budget et de le rapprocher des précédents. En effet, la loi de finances initiale pour 1975 avait été considérablement modifiée par les collectifs successifs, et en particulier par le dernier, qui l'avait mise en déficit de près de 40 milliards. La comparaison du budget de 1976 et du budget initial de 1975 n'a donc pas grande signification.

*
* *

Sur le plan de l'économie générale, nous sommes en dehors de toute logique. Alors qu'il serait conforme aux intérêts du gouvernement de redonner confiance aux Français, on assiste à une suite incohérente de coups d'accélérateur et de coups de frein. C'est ainsi que le budget de 1974 était nettement déflationniste ; que le budget de 1975 avec ses collectifs en déficit cherche à faciliter un redémarrage de l'économie ; et que par contre le budget de 1976, présenté en équilibre, est nettement déflationniste.

Même si on rétablit le déficit réel, camouflé dans le document soumis à l'examen des Assemblées, le retour à « l'orthodoxie » ne peut que freiner l'économie.

D'ailleurs, les prévisions économiques sur lesquelles est basé le projet de loi de finances sont à la fois peu cohérentes et aléatoires. Le taux prévu pour la croissance de la production intérieure brute, qui est de 4,7 %, n'est étayé sur aucune prévision sérieuse ni sur aucune politique volontariste. Il en est de même pour la hausse des prix prévue à 7,5 %. Le gouvernement avoue même le peu de confiance qu'il met dans le succès de son plan de soutien, puisque la croissance qu'il prévoit est de l'ordre de 6 % pour le 1er semestre 1976 et de 3,2 % seulement pour le deuxième semestre.

L'effet psychologique ne manquera donc pas d'être inverse de celui que l'on prétend rechercher par les mesures du plan de soutien.

Toute cette présentation en trompe-l'œil est basée sur l'illusion, que le gouvernement prétend entretenir, qu'il conserve le tabou de l'équilibre budgétaire, tabou pratiquement indissociable de l'image de marque du président de la République.

Nous avons dit cependant qu'une telle notion n'a pas une valeur sacrée, lorsqu'elle est considérée en dehors des grands équilibres sociaux et économiques et qu'en tout état de cause cette notion rigoureuse d'équilibre budgétaire — le projet soumis au Parlement est équilibré à moins du millième près — n'a aucun sens en temps de crise, car dans une telle période la neutralité de l'Etat équivaut à une démission.

*
* *

En fait ce budget est surtout remarquable par ce qu'on n'y trouve pas.

Premièrement, aucune mesure valable sur l'emploi. Il y a sensiblement 40 000 créations d'emplois dans la Fonction publique prévues, mais sur ce chiffre 12 000 correspondant à des régularisations ou des titularisations. Ce qui signifie qu'avec un chiffre de 28 000 créations d'emplois réels, on est au-dessous de toutes les lois de finances entre 1967 et 1974, et à peu près au niveau de la loi de finances pour 1975. Un effort est fait sur le personnel des P.t.t., mais il n'est pas supérieur à celui que comportait le budget de 1968. D'une façon générale, la lutte contre le chômage, qui devrait être le souci n° 1 de nos dirigeants, est donc loin d'avoir une priorité dans le document soumis à l'Assemblée nationale.

Deuxièmement, ce budget est conservateur, ne conduit à aucune réforme de structure, et ne préfigure en aucune façon une nouvelle forme de croissance. Nous constatons une fois de plus que les paroles du président de la République sont des paroles en l'air qui ne se traduisent pas dans une action du gouvernement en profondeur.

Une fois de plus, les équipements collectifs restent très au-dessous de ce qu'ils devraient être. Si la croissance des crédits qui les concernent est de 7 milliards, 3,5 milliards sont consacrés aux P.t.t. et la Santé ne marque qu'une progression de 200 millions sur la loi de finances initiale 1975. Comme la hausse des prix dans les prévisions gouvernementales est prise aux environs de 9,5 % — assez témérairement d'ailleurs — on voit que, hors des P.t.t., il y a régression des dépenses civiles d'équipement, ce qui suffit à renvoyer au magasin des accessoires et des illusions le lyrisme présidentiel sur une nouvelle croissance.

Troisièmement, enfin, il n'y a aucun effort de justice fiscale dans ce projet de budget. Malgré quelques trompe-l'œil, on peut dire que notre fiscalité restera tout aussi injuste que ce qu'elle est actuellement. Le gouvernement insiste sur certaines mesures, mais leur chiffrement montre leur caractère dérisoire. C'est ainsi que l'augmentation de l'abattement spécial accordé aux personnes âgées ou invalides va représenter sensiblement 175 millions de francs, c'est-à-dire le dixième de ce qu'avait représentée la distribution par la « faveur du Roi » de 700 francs par personne au titre du plan de soutien. Les plus défavorisés vont donc bien voir leur pouvoir d'achat baisser en 1976 par rapport à 1975, ce qui était prévisible.

L'augmentation du taux de la T.v.a. sur les films pornographiques ne constitue qu'un geste de propagande destiné à donner bonne conscience au gouvernement. Son rendement évalué à 90 millions est extrêmement faible. On monte aussi en épingle la suppression de l'abattement de 10 % pour les rémunérations élevées ; il s'agit de 15 000 contribuables dont les salaires nets de frais professionnels sont supérieurs à 350 000 francs. Le rendement attendu représente 2 000 francs pour chacun de ces privilégiés : je ne pense pas que cela les empêchera de dormir. Une observation du même ordre s'appliquerait à la limitation du montant déductible des jetons de présence. Tout cela est de la poudre aux yeux.

*
* *

En résumé, le projet du gouvernement est conservateur et déflationniste, il donnera lieu, comme nous y sommes habitués, à des déclarations fallacieuses destinées à le faire prendre pour ce qu'il n'est pas. Il traduit, en réalité, une politique économique au fil de l'eau, dont la seule finalité est de préserver les privilèges du grand capital.